

SEYBOUSE

Quotidien indépendant d'informations générales times

N°4416 Jeudi 11 Juin 2026 - Prix: 20 DA - www.seybousestimes.dz

**Réunion du
Gouvernement :**
**Examen de dossiers
relatifs à divers
secteurs**

P.02

**Le ministre de la Santé reçoit
l'ambassadrice de la République
d'Italie en Algérie**



P.02

Faux logements AADL :
**Une escroquerie à plusieurs
niveaux démantelée**

P.03



Annaba :
**Lassen Hakim,
nommé nouveau
directeur de
l'Algérienne des Eaux**

P.06



Corruption :



10 ans de prison et
confiscation des biens
requisés contre
l'ex-ministre Temmar

P.03

Hydrocarbures :



L'Algérie et la Norvège
renforcent leur partenariat
avec un nouvel objectif

P.05

Annaba :



Formation des cadres
communaux sur le
Référentiel national
d'adressage

P.06

RÉUNION DU GOUVERNEMENT : Examen de dossiers relatifs à divers secteurs

Le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb a présidé, mercredi, une réunion du Gouvernement consacrée à l'examen de l'implantation de projets publics sur des assiettes foncières à caractère agricole ou forestier, au projet de la feuille de route relative au développement des centres d'appels en Algérie, et à une communication sur la Contribution Déterminée au niveau National de l'Algérie au titre de l'Accord de Paris sur les changements climatiques, indique un communiqué des Services du Premier ministre, dont voici le texte intégral:

“Le Premier ministre, Monsieur Sifi GHRIEB, a présidé, ce mercredi 10 juin 2026, une réunion du Gouvernement consacrée à l'examen des points ci-après :

Le Gouvernement a entendu une communication sur l'implantation de projets publics sur des assiettes



foncières à caractère agricole ou forestier.

A cet égard, le Gouvernement a passé en revue les moyens et modalités nécessaires devant assurer la préservation des terres agricoles et du

patrimoine forestier en veillant à la réalisation d'infrastructures publiques et de projets d'investissement sur des terres non-arables et non-forestières. Par ailleurs, le Gouvernement a examiné le projet de la

feuille de route relative au développement des centres d'appels en Algérie, dans l'optique de favoriser l'investissement dans ce domaine à forte employabilité avec pour objectif de faire

de notre pays, sur la base de ses avantages compétitifs, un hub régional en matière d'externalisation des services d'appel et contribuer aux objectifs de création d'emploi à l'horizon 2027.

Enfin, le Gouvernement a entendu une communication relative à la Contribution Déterminée au niveau National de l'Algérie au titre de l'Accord de Paris sur les changements climatiques.

A cette occasion, il a été rappelé que l'Algérie figure parmi les pays particulièrement exposés aux effets du changement climatique, notamment la désertification, le stress hydrique et les sécheresses récurrentes.

Face à ces défis, notre pays réaffirme son engagement en faveur des objectifs de l'Accord de Paris, à travers une stratégie visant un développement résilient, sobre en carbone et inclusif.

Le ministre de la Santé reçoit l'ambassadrice de la République d'Italie en Algérie

Le ministre de la Santé, Mohamed Seddik Ait Messaoudene, a reçu, au siège du ministère, l'ambassadrice de la République italienne en Algérie, Mme Alessandra Schiavo, en présence de membres de l'Association scientifique internationale italo-arabe des sciences médicales et chirurgicales ainsi que des cadres de l'administration centrale, a indiqué lundi un communiqué du ministère.

Cette rencontre a constitué une occasion pour passer en revue “l'état et les perspectives de la coopération bilatérale”, les deux parties ayant salué “le niveau des relations algéro-italiennes, marquées par leur caractère particulier et leur profondeur historique”, lesquelles se sont considérablement renforcées au cours des dernières années, à la lumière de “la dynamique économique que connaît



l'Algérie dans différents secteurs, notamment celui de la santé”, a précisé la même source.

A cette occasion, le ministre a présenté les principales réformes et projets engagés dans le secteur de la santé, visant à “moderniser le système

national de santé, améliorer la qualité des prestations sanitaires et garantir le principe d'équité dans l'accès aux soins et à la prise en charge médicale à travers les différentes régions du pays”.

Dans le même contexte, il a également évoqué “le

projet du Centre de référence des maladies tropicales de Tamanrasset, qui s'inscrit dans le cadre de la stratégie nationale visant à renforcer les capacités nationales en matière de surveillance sanitaire, de veille et d'alerte de haut niveau, afin de permettre une

réponse rapide et efficace aux différents défis sanitaires potentiels”.

Le ministre a souligné “l'importance de ce projet dans le renforcement de la sécurité sanitaire nationale et régionale ainsi que dans la consécration de la place centrale de l'Algérie dans les domaines de la prévention et de la surveillance sanitaire”.

De son côté, l'ambassadrice italienne s'est félicitée du “niveau des relations bilatérales unissant les deux pays”, affirmant que la coopération dans le domaine de la santé constitue “l'un des axes prometteurs nécessitant davantage de coordination et d'échanges d'expertises”.

Elle a réaffirmé la volonté de l'Italie “d'élargir les domaines de coopération dans les spécialités médicales, afin de renforcer les échanges de compétences et servir les intérêts des systèmes de santé des deux pays”.

SEYBOUSE

Quotidien indépendant d'informations générales times

Édité par la S.A.R.L. MEDIACOM PRESSE
Siège social : 46 Emir Abdelkader - Annaba

Directeur général :
Bicha salim
Directeur de la publication :
Noureddine Boukraa
Directrice de la rédaction :
Bicha Bariza Nesrine
Tél/Fax : 038 45 58 35
Tél/Fax : 038 45 58 36
Tél/Fax : 038 45 58 37
Email: redactionseybouse@gmail.com

P.A.O SEYBOUSE Times
Site web: www.seybousestimes.dz
Email: redaction@seybousestimes.dz
contact@seybousestimes.dz
Facebook : SEYBOUSE TIMES
Impression : SIE Constantine
Diffusion : EURL K.D.P.A cité
Benzekri Bât F N ° : 424
Constantine

Pour votre publicité, s'adresser à : l'Entreprise Nationale de communication d'Édition et de Publicité, Agence ANEP 01, AVENUE PASTEUR ALGER
TEL : 021 73 71 28
021 73 76 78
021 74 99 81
FAX : 021 73 95 59
Email : agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz

Les manuscrits, photographies ou tout autre document et illustration adressés ou remis à la rédaction ne seront pas rendus et ne feront l'objet d'aucune réclamation.
Reproduction interdite de tous articles sauf accord de la rédaction

Scandale à 1000 milliards : Un vaste réseau de détournement de fonds démantelé

Un vaste réseau de criminalité organisée impliqué dans le détournement et le gaspillage de fonds publics a été démantelé par le Service central de lutte contre le crime organisé (SCLCO) de la Sûreté nationale à Saoula. L'affaire concerne une société spécialisée dans la commercialisation et la distribution de tabac, dénommée « UTC », et a causé un préjudice financier estimé à près de 1 000 milliards de centimes. Dix personnes ont été arrêtées dans le cadre de cette opération.

Selon un communiqué des services de sécurité, cette enquête de grande envergure, menée durant plus de trois mois, a permis aux enquêteurs de la brigade centrale de lutte contre les crimes économiques et financiers de mettre au jour un mode opératoire

sophistiqué. Celui-ci consistait à écouler illégalement des produits du tabac avec la complicité de certains employés de l'entreprise. Les produits étaient enregistrés dans le système informatique sans être réellement réceptionnés par les filiales commerciales, avant d'être écoulés sur le marché parallèle via des grossistes.

Appartements et villas en Algérie et à l'étranger, 3 véhicules haute de gamme... une fortune saisie

Ce stratagème a entraîné un déficit inexplicable dans les stocks de produits, révélé lors des opérations d'inventaire et de révision des comptes de l'exercice 2025. La valeur commerciale de ce manque est estimée à environ 500 milliards de centimes, taxes comprises.

Poursuivant leurs investigations, les enquêteurs ont mis en évidence



une seconde anomalie financière d'un montant équivalent, liée à des créances non recouvrées auprès de clients de l'entreprise. Ces éléments ont permis de confirmer les faits criminels et d'identifier les responsabilités, conduisant à l'arrestation de dix suspects, parmi lesquels figurent des cadres dirigeants actuels et anciens, ainsi

que des employés à différents niveaux de responsabilité, en plus d'autres personnes et entités impliquées, dont un grossiste.

L'opération a également permis la saisie de biens et avoirs de grande valeur appartenant à l'un des principaux suspects, notamment deux villas de luxe (dont une en Espagne), six appartements

(dont un à l'étranger), un terrain de 900 m² à Jijel, trois véhicules haut de gamme, une grosse moto, quatre montres de luxe, une arme de chasse ainsi qu'une somme d'argent en monnaie nationale.

Les accusés présentés devant le procureur de la République

À l'issue de l'enquête, les mis en cause ont été présentés devant le procureur de la République près le pôle pénal économique et financier de Sidi M'hamed.

Ils sont poursuivis pour plusieurs chefs d'accusation, dont abus de fonction, dilapidation volontaire de deniers publics, octroi d'avantages indus, conclusion de contrats en violation de la législation, blanchiment d'argent en bande organisée, ainsi que des infractions liées à la réglementation des changes et des mouvements de capitaux.

Faux logements AADL : Une escroquerie à plusieurs niveaux démantelée à Oran

À Oran, une affaire d'arnaque aux logements publics a mis à nu un mode opératoire structuré. Mêlant usurpation d'identité, faux documents et promesses de logements contre paiement.

L'enquête, déclenchée à la suite d'une plainte déposée par une victime, a révélé un réseau qui avait réussi à instaurer un climat de confiance trompeur auprès de plusieurs citoyens, notamment des membres de la diaspora.

Les faits se sont déroulés après que la victime a signalé avoir été piégée par des individus lui promettant l'obtention d'un logement public en échange de sommes d'argent importantes.

Cette plainte a déclenché une enquête approfondie menée par la brigade de lutte contre les crimes économiques et financiers relevant de la sûreté de la wilaya d'Oran.

Les investigations ont rapidement permis de remonter la piste d'un groupe organisé opérant selon une répartition précise des rôles.

Arnaque aux logements publics à Oran :

Un réseau organisé entre recrutement, faux documents et usurpation de fonctions

Les enquêteurs ont établi que le groupe, composé de quatre personnes, fonctionnait de manière parfaitement coordonnée, chaque membre assumant un rôle précis dans le dispositif frauduleux.

Deux femmes étaient chargées d'identifier et d'approcher les victimes. Notamment parmi les ressortissants établis à l'étranger.

Avant de leur présenter des promesses d'accès à des logements de type public locatif en échange de paiements.

Un troisième suspect intervenait ensuite en affirmant disposer de relations au sein de l'agence AADL. Et en promettant de faciliter les démarches administratives, appuyant ses propos par l'utilisation d'ordres de paiement falsifiés.

Enfin, un quatrième individu prenait en charge la fabrication des documents frauduleux et allait jusqu'à rencontrer certaines

victimes dans des établissements bancaires, où il se faisait passer pour un agent de l'AADL. Selon les éléments de l'enquête, ce dernier rôle jouait une fonction centrale dans la mise en scène, en donnant une apparence officielle aux transactions.

Faux logements AADL : Des documents falsifiés saisis et une enquête supervisée par le parquet

Les opérations de perquisition ont permis la saisie de plusieurs documents bancaires et administratifs falsifiés. Ces pièces étaient utilisées pour appuyer les promesses faites aux victimes et entretenir l'illusion d'un processus légal.



L'enquête a été menée sous la supervision du procureur de la République près le tribunal d'Oran. Une fois les investigations achevées, les quatre suspects ont été présentés devant la justice. Un mandat de dépôt a été prononcé à leur encontre.

La procédure judiciaire suit désormais son cours. Alors que les autorités poursuivent leurs efforts dans la lutte contre les réseaux d'escroquerie liés au foncier et au logement.

10 ans de prison et confiscation des biens requises contre l'ex-ministre Temmar

Le procureur de la République près le pôle pénal spécialisé dans les affaires de corruption financière et économique de Sidi M'hamed a requis une peine de 10 ans de prison ferme à l'encontre de l'ancien ministre de l'Habitat, Abdelwahid Temmar, assortie d'une amende de 8 millions de dinars. Le ministère public a également demandé la confiscation de l'ensemble des biens saisis.

Ces réquisitions interviennent dans le cadre d'une affaire de corruption liée à des faits présumés de blanchiment d'argent, notamment autour d'un compte bancaire suspect localisé en Espagne. L'ancien ministre est poursuivi pour plusieurs infractions prévues par la loi relative à la prévention et à la lutte contre la corruption, dont le blanchiment d'argent en bande organisée et l'exploitation des facilités offertes par sa



fonction dans le cadre d'activités criminelles.

L'ex-ministre a nié toutes les accusations

Lors de son audition, Abdelwahid

Temmar a rejeté en bloc les accusations portées contre lui. Il a expliqué que son fils, après son incarcération, avait souffert d'un trouble psychologique, ce

qui l'avait conduit à se rendre en Espagne pour des raisons personnelles, niant tout lien avec des opérations de blanchiment d'argent. Il a également rappelé qu'en 2022, la chambre d'accusation l'avait blanchi des accusations d'enrichissement illicite, les commissions rogatoires internationales s'étant révélées infructueuses.

L'ancien premier responsable du secteur de l'Habitat a par ailleurs affirmé ne détenir aucun compte bancaire en Espagne, ni avoir signé de procuration en ce sens. Il a aussi précisé qu'aucun notaire ne s'était présenté à lui durant sa détention pour formaliser de telles démarches, plaidant ainsi pour son acquittement.

De son côté, l'Agent judiciaire du Trésor, constitué partie civile, a réclamé une indemnisation de 200 millions de dinars, estimant que les faits reprochés ont causé

un préjudice financier important à l'État.

Une autre affaire, 5 mois après la fin d'une peine antérieure

Il convient de rappeler que cette affaire intervient cinq mois avant la fin de la peine infligée à Abdelwahid Temmar par la dixième chambre pénale près la cour d'Alger, décision confirmée par la Cour suprême. Il avait été condamné à trois ans de prison ferme assortis d'une amende de 100 000 dinars.

Cette précédente affaire remonte à sa période en tant que wali de Mostaganem, durant laquelle il avait été poursuivi pour l'octroi d'autorisations relatives à la réalisation de camps d'été sur des terrains forestiers, ainsi que pour abus de fonction, établissement de documents administratifs contenant des informations inexacts et fausse déclaration de patrimoine.

LÉGISLATIVES DU 2 JUILLET

Slogans et principaux axes des programmes au menu de la 1^{er} journée de campagne

Les partis politiques participant aux législatives du 2 juillet prochain, ont entamé, mardi, la campagne électorale, par la présentation des slogans et principaux axes des programmes qui les mèneront à l'hémicycle Zighoud-Youcef, en animant des meetings et des activités de proximité à travers plusieurs régions du pays.

Ainsi, lors de cette première journée de campagne électorale, le Secrétaire général du Rassemblement national démocratique (RND), Monder Bouden, a mis en avant, depuis Illizi, l'engagement de son parti en faveur du travail de proximité et du contact avec les citoyens afin de répondre à leurs préoccupations.

Animant un meeting à la Maison de la culture Othmane-Bali, M. Boudène a expliqué que le slogan de campagne, "Arwah Maâna" (Rejoignez-nous), traduit la conviction du RND selon laquelle "la construction de l'Etat et de ses institutions ainsi que la définition de son avenir constituent une responsabilité collective".

De son côté, le président du Mouvement de la société pour la paix (MSP), Abdelaali Hassani Cherif, a mis en exergue la qualité des listes de son parti composées notamment des



jeunes et des femmes, indiquant que le MSP participe à ces législatives avec des candidats "compétents et crédibles".

Dans une conférence de presse organisée au siège du parti à Alger, M. Hassani Cherif a souligné que le parti mènera sa campagne électorale selon "une vision politique au service de la patrie".

Placé sous le slogan "Confiance", le programme électoral du MSP repose également sur "le renforcement de la souveraineté nationale

en vue d'édifier un Etat émergent disposant de toutes les compétences nécessaires pour façonner l'avenir, et ce, à travers la composition d'un Parlement représentatif et l'investissement dans les richesses du pays", a-t-il ajouté.

Pour sa part, la présidente du parti Tajamou Amel El Djazair (TAJ), Fatima Zohra Zerouati, a appelé, lors d'un meeting dans la commune d'El Hachimia, à Bouira, les citoyens à voter "massivement" et à choisir les candidats de son parti qui,

selon elle, "sont prêts à honorer leurs engagements et à servir la société avec responsabilité".

Mme Zerouati a sillonné les communes de Sour El-Ghouzlane, Ain Bessam et Taghzout, où elle s'est rapprochée des citoyens, les appelant à faire le bon choix le jour du scrutin, un choix qui, a-t-elle dit, devrait correspondre à leurs attentes en matière de développement dans les différents secteurs.

Dans le même sillage, le secrétaire général du Mouvement Ennahda, Mohamed Douibi a souligné depuis Constantine que "l'élection d'institutions fortes grâce à une large participation des citoyens constitue la meilleure voie pour atteindre les grands objectifs du pays", estimant que le slogan choisi par son parti pour cette campagne, "Ensemble pour une Algérie forte", résume parfaitement cette vision.

Les activités de la campagne électorale se poursuivront dans la soirée de mardi dans plusieurs wilayas. Ainsi, le secrétaire général du parti du Front de libération nationale (FLN), Abdelkrim Benbarek, animera un meeting dans la wilaya d'In Guezzam, tandis que le secrétaire général du RND, Monder Bouden, présidera un

autre meeting dans la wilaya de Djanet.

De son côté, le Front El Moustakbal organisera un meeting dans la wilaya de Djanet et le MSP tiendra le sien dans la wilaya de Timimoun.

D'une durée de trois semaines, la campagne électorale prendra fin, conformément à la loi en vigueur, trois jours avant la date du scrutin (période de silence électoral).

Trois semaines durant lesquelles, les candidats seront présents non seulement sur le terrain à la rencontre des citoyens, à travers l'organisation des meetings et des activités de proximité, mais aussi en investissant les réseaux sociaux et les médias audiovisuels pour promouvoir leurs visions politiques, économiques et sociales.

La campagne électorale se déroule sous la supervision directe et totale de l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE), conformément aux dispositions de la loi organique relative au régime électoral en vigueur, modifiée par les textes législatifs récents, avec l'instauration d'un arsenal juridique et de mesures visant à garantir l'intégrité, la transparence et l'égalité des chances entre tous les candidats.

BACCALAURÉAT 2026

Lancement de campagnes de sensibilisation pour renforcer la sécurité routière et faciliter le déplacement des candidats

Des campagnes de sensibilisation ont été lancées à travers les différentes wilayas du pays, en vue de renforcer la sécurité routière et de faciliter le déplacement des candidats vers les centres d'examen du baccalauréat dans les meilleures conditions, a indiqué dimanche un communiqué du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports.

Cette campagne a été menée avec la participation des différents acteurs et partenaires, en application des instructions du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, M.



Saïd Sayoud, "visant à prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer le bon déroulement des épreuves du baccalauréat et réunir les conditions appropriées à la réussite de cette importante échéance

nationale", précise-t-on de même source.

Dans ce cadre, la Délégation nationale à la sécurité routière (DNSR) a lancé une campagne de sensibilisation multimédia, comprenant l'organisation

de sorties sur le terrain devant les écoles, les lycées et les différents espaces éducatifs, l'animation de programmes de sensibilisation à travers les différentes stations radiophoniques nationales et locales, ainsi que la distribution de dépliants et de supports de sensibilisation, pour ancrer la culture de la sécurité routière et sensibiliser à l'importance du respect du code de la route.

Cette campagne a été axée sur "l'appel lancé aux usagers de la route à faire preuve de prudence et de vigilance, notamment aux heures de pointe, à respecter la vitesse réglementaire aux

abords des établissements éducatifs, à faciliter le déplacement des candidats vers les centres d'examen, ainsi qu'à promouvoir la culture de la conduite sûre et le respect des passages pour piétons, de manière à garantir la fluidité de la circulation et à assurer les conditions appropriées aux candidats", ajoute le communiqué.

Cette initiative s'inscrit dans le cadre d'"une approche préventive globale visant à assurer un climat sûr et stable aux candidats et à leur permettre de passer leurs examens dans les meilleures conditions", conclut le communiqué.

Hydrocarbures : L'Algérie et la Norvège renforcent leur partenariat avec un nouvel objectif

L'Algérie et la Norvège passent à la vitesse supérieure dans leur coopération énergétique, en y intégrant un volet environnemental crucial. Le ministre d'État, ministre des Hydrocarbures, Mohamed Arkab, s'est entretenu ce mardi 9 juin 2026 à Alger avec la vice-présidente exécutive d'Equinor pour l'Afrique, M^{me} Nina Birgitte Koch. Les discussions ont porté sur le renforcement du partenariat bilatéral, avec une priorité absolue donnée à la réduction des émissions de gaz à effet de serre.

Cette rencontre, qui s'est déroulée au siège du ministère en présence de hauts cadres des deux pays, a permis d'évaluer les projets conjoints entre le groupe national Sonatrach et son homologue scandinave Equinor, tout en traçant



les contours d'une transition technologique vers une production plus propre.

In Salah et In Amenas : Les piliers d'une coopération réussie

Les deux responsables se sont félicités de l'excellence des relations historiques qui lient Sonatrach et Equinor. Le partenariat bilatéral s'appuie déjà sur des bases solides, notamment à travers l'exploitation des

mégaprojets gaziers d'In Salah et d'In Amenas.

Ces deux sites industriels majeurs incarnent la réussite de l'axe Alger-Oslo dans le secteur des hydrocarbures et servent de modèle pour le déploiement de futurs investissements.

Cap sur les technologies vertes et le captage de carbone

L'avenir de la coopération entre Sonatrach et Equinor s'inscrit désormais sous le signe de la durabilité. Les discussions ont mis en avant plusieurs axes technologiques d'avant-garde, notamment le développement de nouveaux gisements pétroliers et gaziers ainsi que la pétrochimie, l'introduction de technologies de pointe pour réduire drastiquement les émissions de méthane et de dioxyde de carbone (CO₂), ainsi

que la mise en œuvre de projets pilotes de captage et de stockage du carbone (CSC).

La Norvège figure parmi les leaders mondiaux de la décarbonation industrielle. Grâce à des procédés innovants comme l'électrification des plateformes et le stockage géologique du CO₂, le pays scandinave possède une expertise unique que l'Algérie souhaite capter pour réduire l'empreinte environnementale de son secteur énergétique.

Un cadre législatif attractif pour les investisseurs

Au cours de l'audience, le ministre Mohamed Arkab a réaffirmé l'engagement de l'Algérie à maintenir et améliorer un climat des affaires attractif et transparent pour les compagnies étrangères. Il a notamment mis en avant les

avantages comparatifs de la loi algérienne sur les hydrocarbures, qui offre une grande stabilité juridique, une transparence totale et des incitations fiscales majeures pour les partenaires internationaux. L'Algérie souhaite également accentuer la coopération dans les domaines de la recherche et développement (R&D), de la formation et du transfert de technologie.

De son côté, M^{me} Nina Birgitte Koch a exprimé sa grande satisfaction quant au partenariat avec Sonatrach. Elle a réitéré la volonté ferme d'Equinor de renforcer sa présence en Algérie et d'élargir ses investissements, tout en saluant la position de l'Algérie en tant que partenaire fiable et acteur incontournable du marché.

1^{er} producteur de cuivre, géant du lithium : L'Algérie s'allie à une puissance mondiale des mines

Le Chili extrait chaque année près d'un quart du cuivre mondial et domine le marché du lithium avec des réserves parmi les plus vastes de la planète. L'Algérie, de son côté, dispose d'un sous-sol que les géologues décrivent depuis des décennies comme sous-exploité. Or, cuivre, terres rares et bien d'autres minéraux y dorment encore, en attente d'une exploitation structurée. Ces deux pays, séparés par un océan, ont décidé de remettre sur pied leur commission mixte de coopération minière. Une poignée de main qui intervient au moment où Alger accélère sa mue économique et cherche à faire du secteur minier le pilier d'une croissance dégagée de la tutelle des hydrocarbures.

La coopération minière algéro-chilienne se réactive

La rencontre s'est tenue mardi à Alger. Le ministre des Mines et de l'Industrie minière, Mourad Hanifi, a reçu l'ambassadeur chilien Juan Claudio Valenzuela.

À l'issue de l'entretien, les deux parties ont acté la relance de leur commission mixte bilatérale, un cadre institutionnel qui permettra de structurer les échanges entre les deux administrations minières.

Concrètement, un groupe de travail technique verra le jour. Sa mission, identifier des projets communs précis et organiser des échanges de visites d'experts entre les deux pays. Les discussions ont couvert plusieurs axes :

- L'exploration, l'exploitation et la valorisation des ressources minérales
- L'échange d'expertise dans les domaines du cuivre et du lithium en particulier
- Le développement de procédés d'extraction à faible impact environnemental
- La formation spécialisée d'ingénieurs et de techniciens
- Le partage d'expériences sur les cadres réglementaires et législatifs du secteur minier
- L'identification de nouvelles perspectives de partenariat industriel, technique et scientifique

L'ambassadeur chilien a, dès l'ouverture des discussions, affiché sans ambiguïté la position de Santiago. Le Chili entend renforcer sa coopération avec l'Algérie en partageant son savoir-faire de grande puissance minière mondiale, dans une logique de partenariat mutuellement avantageux.

Un secteur minier algérien en pleine transformation, au cœur de la stratégie nationale de diversification

Le secteur minier algérien traverse depuis quelques années une phase d'accélération inédite, poussée par la volonté des plus hautes autorités du pays de réduire la dépendance aux revenus pétroliers et gaziers. La stratégie repose sur plusieurs leviers simultanés. Une valorisation plus rationnelle des ressources minérales nationales, un nouveau cadre législatif et réglementaire renforcé. Et une politique active d'attraction des investissements directs étrangers grâce à des incitations ciblées. Les grands projets déjà en chantier

concernent le fer, le zinc, le plomb et le phosphate. Mais le potentiel algérien va bien au-delà. L'or, le cuivre, les terres rares et d'autres minéraux stratégiques figurent parmi les ressources que le pays entend désormais explorer et exploiter de manière méthodique, en visant leur transformation locale en produits à haute valeur ajoutée, avec, à la clé, des emplois et de nouvelles sources de devises à l'exportation.

Le président de la République l'a rappelé à plusieurs reprises ; le minier n'est plus un secteur secondaire. Il est positionné comme l'un des moteurs centraux de la politique économique du pays, un levier pour sortir durablement du modèle rentier.

Le Chili, interlocuteur naturel pour une montée en compétence minière

Choisir le Chili comme partenaire de référence n'est pas un hasard de calendrier diplomatique. Santiago s'impose comme l'un des acteurs les plus expérimentés au monde dans l'extraction et la gestion de



ressources minières stratégiques. Le pays concentre les plus grandes réserves mondiales de lithium et reste le premier producteur mondial de cuivre. Deux minéraux qui figurent précisément parmi les priorités affichées par Alger. Au-delà des matières premières elles-mêmes, le Chili dispose d'une expertise institutionnelle et technique forgée sur plusieurs décennies. Gestion environnementale des mines, formation de la main-d'œuvre spécialisée, cadres juridiques adaptés aux grands projets extractifs. Autant de domaines dans lesquels l'Algérie cherche à progresser rapidement. Enfin, la relance de la commission mixte ouvre donc une voie concrète vers un transfert de compétences, au-delà des simples accords commerciaux.

Participation de 23 entreprises algériennes à l'IFSA Africa en Tunisie

La quatrième édition du Salon international de l'agroalimentaire en Afrique (IFSA Africa 2026) s'est ouverte, mardi au Parc des expositions du Kram en Tunisie, avec la participation de 23 entreprises algériennes opérant dans le secteur des industries agroalimentaires, indique un communiqué du ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations. Les entreprises algériennes participent à cet événement sous la supervision du ministère du

Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, à travers l'exposition d'une gamme diversifiée de produits alimentaires et transformés, reflétant le développement que connaît le secteur au niveau national ainsi que sa capacité à s'imposer sur les marchés régionaux et internationaux.

Cette participation s'inscrit dans le cadre des efforts nationaux visant à diversifier les exportations hors hydrocarbures, à renforcer la présence du produit algérien sur les marchés africains et à accompagner

les opérateurs économiques dans l'exploration de nouvelles opportunités de partenariat et l'élargissement de leurs réseaux commerciaux.

Cet événement devrait offrir aux entreprises algériennes l'opportunité de promouvoir leurs produits, d'explorer de nouveaux marchés et de conclure des contrats et d'établir des partenariats commerciaux à même de soutenir la dynamique de promotion des exportations et de renforcer la position du produit algérien aux niveaux continental et international.



Annaba : Installation du nouveau directeur de l'Algérienne des Eaux

S.F

Le wali de la wilaya d'Annaba, M. Abdelkrim Laamouri, a reçu, dans la matinée du mercredi 10 juin 2026, M. Tamine Abdelsalam, directeur central des ressources humaines à la Direction générale de l'Algérienne des Eaux (ADE), accompagné de M. Lassen Hakim, nommé nouveau directeur de l'Algérienne des Eaux – unité d'Annaba.

Cette rencontre s'est déroulée en présence de M. Djarbalou Abdelaziz, directeur régional de la zone d'Annaba de l'Algérienne des Eaux. À cette occasion, M. Lassen Hakim a été officiellement installé dans ses nouvelles fonctions, succédant à M. Tigha Imad à la tête de l'unité d'Annaba.

Cette nomination s'inscrit dans le cadre du mouvement opéré au sein de l'entreprise publique

visant à renforcer la gestion du secteur de l'alimentation en eau potable et à améliorer la qualité des services fournis aux citoyens. Le wali d'Annaba a, à cette occasion, souligné l'importance de poursuivre les efforts engagés afin d'assurer une prise en charge optimale des préoccupations des habitants de la wilaya, notamment en matière d'approvisionnement en eau potable et d'amélioration du service public.



Annaba : Formation des cadres communaux sur le Référentiel national d'adressage

S.F

Le wali de la wilaya d'Annaba, M. Abdelkrim Laamouri, a reçu mercredi des experts de l'Agence spatiale algérienne (ASAL), venus encadrer une session de formation dédiée à la généralisation du projet du Référentiel national d'adressage (RNA).

Organisée au siège de la wilaya sur une période de deux jours, cette formation s'adresse aux cadres des communes de la wilaya d'Annaba. Elle a pour objectif de renforcer leurs capacités dans la mise en œuvre des procédures



liées à la dénomination et à la numérotation des espaces publics.

Les ateliers théoriques et

pratiques prévus à cette occasion porteront sur le développement des compétences des participants en matière de gestion et de

numérotation des données d'adressage, ainsi que sur leur intégration dans des supports cartographiques adaptés.

Le programme de formation comprend notamment l'étude des méthodes et des règles de numérotation des entrées des bâtiments, conformément au guide procédural de l'adressage, ainsi qu'une initiation à l'utilisation de l'application PCA dédiée à l'élaboration des plans d'adressage relatifs à la numérotation et à l'installation des plaques signalétiques.

Développée par le Centre des applications spatiales

de Bouzaréah, relevant de l'Agence spatiale algérienne, cette application vise à unifier la méthodologie de l'adressage à l'échelle nationale et à accompagner les collectivités locales dans la modernisation de leurs outils de gestion territoriale. Cette démarche s'inscrit dans le cadre des efforts déployés par les pouvoirs publics pour mettre en place un système national d'adressage performant, au service d'une meilleure organisation urbaine et d'une amélioration de la qualité des services publics.

Annaba : Les autorités locales passent en revue la situation du secteur de la santé

S.F

Le wali de la wilaya d'Annaba, M. Abdelkrim Laamouri, a présidé, mardi 9 juin 2026, une réunion consacrée à l'évaluation de la situation du secteur de la santé dans la wilaya et à l'examen des perspectives d'amélioration des prestations sanitaires offertes aux citoyens.

Cette rencontre s'est déroulée en présence du président de l'Assemblée populaire de wilaya, du directeur de la santé et de la population, ainsi que des responsables des différents établissements hospitaliers et structures spécialisées. Ont également pris part à cette réunion le directeur du Centre hospitalo-universitaire Ibn Rochd, le doyen de la faculté de médecine de l'université d'Annaba, des enseignants universitaires, des représentants d'associations de malades, notamment ceux œuvrant au profit des patients atteints de cancer, ainsi que des étudiants en médecine.

À cette occasion, un bilan des activités du secteur pour

les années 2025 et 2026 a été présenté. Celui-ci met l'accent sur le renforcement des ressources humaines, l'amélioration des infrastructures sanitaires, la poursuite de la numérotation des services de santé, la réactivation de certaines spécialités médicales, ainsi que le soutien des établissements en équipements et moyens nécessaires à leur fonctionnement.

Les échanges ont également permis aux participants d'exposer leurs préoccupations et de formuler plusieurs propositions visant à améliorer la prise en charge des patients et la qualité des prestations de santé.

Au terme des débats, le wali a donné plusieurs instructions, notamment l'accompagnement des étudiants en médecine porteurs du projet de caravanes médicales, dont le lancement est prévu à l'issue des examens du baccalauréat. Il a également insisté sur l'organisation de journées de sensibilisation et de prévention contre les différentes maladies, ainsi que sur la tenue de rencontres avec les



représentants de la société civile, des malades atteints de cancer et des insuffisants rénaux.

Par ailleurs, M. Laamouri a appelé à accélérer la cadence de réalisation des projets inscrits au titre du secteur de la santé durant

l'année en cours, tout en veillant au respect des normes de qualité et d'efficacité.

En clôturant les travaux de cette réunion, le wali d'Annaba a réaffirmé l'importance stratégique du secteur de la

santé, soulignant la nécessité de trouver des solutions adaptées aux différentes contraintes rencontrées afin d'améliorer durablement la qualité du service public de santé au profit des citoyens.

UNIVERSITÉ BADJI MOKHTAR D'ANNABA : Le Conseil de direction finalise les préparatifs de fin d'année et accélère la numérisation

Sihem.F
L'Université Badji Mokhtar d'Annaba est entrée dans la dernière ligne droite de l'année universitaire en mobilisant l'ensemble de ses structures pédagogiques et administratives afin d'assurer le bon déroulement des examens de rattrapage et des soutenances de fin d'études. Réuni sous la présidence du professeur Mohamed Maani, recteur de l'université, le Conseil de direction a examiné plusieurs dossiers liés à la clôture de l'année universitaire. Cette rencontre, à laquelle ont pris part les vice-recteurs, le secrétaire

général ainsi que les doyens des facultés et responsables des différentes structures universitaires, a permis d'évaluer l'état d'avancement des programmes arrêtés et de suivre les préparatifs engagés pour cette étape décisive. Les participants ont insisté sur la nécessité de réunir toutes les conditions organisationnelles et pédagogiques garantissant le bon déroulement des examens et des soutenances, afin de permettre aux étudiants d'achever leur parcours académique dans les meilleures conditions et d'obtenir leurs diplômes dans les délais impartis. Au-delà des aspects

pédagogiques, le Conseil a également abordé plusieurs questions relatives à la gestion des ressources humaines, au développement des compétences et au suivi des programmes de formation doctorale. L'accent a été mis sur l'amélioration continue de la qualité de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique au sein de l'établissement. Par ailleurs, les projets d'investissement et de modernisation de l'université ont occupé une place importante dans les débats. Les responsables ont examiné l'état d'avancement des différents chantiers destinés

à améliorer l'environnement pédagogique et scientifique, tout en appelant à accélérer le rythme de réalisation et à lever les obstacles susceptibles d'entraver leur concrétisation. La question de la transformation numérique a également été au cœur des discussions. Dans le cadre de la stratégie nationale de modernisation de l'enseignement supérieur, l'Université Badji Mokhtar poursuit ses efforts en faveur de la numérisation des services administratifs et pédagogiques, à travers le déploiement de plateformes électroniques et le développement d'outils numériques destinés à simplifier les procédures

et à améliorer la qualité des prestations offertes aux étudiants et aux enseignants. En clôturant les travaux de cette réunion, le recteur a exhorté l'ensemble des acteurs universitaires à renforcer la coordination et l'esprit d'équipe afin de relever les défis de la période à venir. Il a souligné que la réussite des échéances universitaires repose sur une mobilisation collective et sur la poursuite des efforts de modernisation, afin de conforter la place de l'Université Badji Mokhtar parmi les établissements universitaires de référence à l'échelle nationale.

UNIVERSITÉ BADJI MOKHTAR D'ANNABA : Lancement d'une campagne de sensibilisation autour du dispositif de régularisation fiscale volontaire

Sihem.F
La Direction des impôts de la wilaya d'Annaba a lancé une campagne d'information et de sensibilisation visant à faire connaître le nouveau dispositif exceptionnel de régularisation fiscale volontaire institué par la loi de finances 2026, permettant aux détenteurs de fonds non déclarés de régulariser leur situation dans un cadre simplifié et sécurisé. Le directeur des impôts de la wilaya, M. Farid Bouteraâ, a indiqué que ce mécanisme offre aux personnes physiques et morales résidant en Algérie et se trouvant en situation irrégulière vis-à-vis de l'administration fiscale la possibilité de

régulariser spontanément leurs obligations fiscales à travers une imposition unique libératoire. Selon les explications fournies par les responsables locaux du secteur, les contribuables concernés pourront déposer une déclaration simplifiée auprès de la direction des impôts territorialement compétente jusqu'au 31 décembre 2026. Les sommes déclarées seront soumises à une imposition forfaitaire de 8 %, sans application de pénalités ni de sanctions fiscales. Une fois cette contribution acquittée, les fonds concernés seront définitivement régularisés et les bénéficiaires seront libérés de toute obligation fiscale

antérieure liée aux montants déclarés ainsi que de toute poursuite fiscale ou pénale y afférente. Dans ce contexte, le responsable du Centre de proximité des impôts (CPI) d'Annaba, M. Abbas Mohamed Larbi, a souligné que la procédure a été conçue pour être accessible au plus grand nombre grâce à l'allègement des démarches administratives et à l'attractivité du taux forfaitaire retenu. Institué par l'article 93 de la loi de finances 2026 et encadré par un arrêté ministériel daté du 24 février dernier, ce dispositif s'inscrit dans la stratégie des pouvoirs publics visant à élargir l'assiette fiscale, renforcer la bancarisation et mobiliser de

nouvelles ressources financières au service du développement économique. Les autorités publiques misent notamment sur le retour dans le circuit bancaire d'une partie importante des capitaux circulant actuellement en dehors du système financier officiel. Selon plusieurs estimations, l'économie informelle représenterait près de 34 % de la masse monétaire nationale. Au-delà de son aspect fiscal, cette mesure vise également à renforcer les capacités de financement de l'économie nationale en orientant les liquidités réintégréées vers les investissements productifs dans divers secteurs, notamment

l'industrie, l'agriculture, les infrastructures, les services et les nouvelles technologies. Les pouvoirs publics considèrent ainsi que la mobilisation des capitaux informels constitue un levier stratégique pour soutenir les efforts de diversification économique, améliorer la transparence des transactions et contribuer à la création de richesse et d'emplois. Cette opération traduit, enfin, la volonté de l'État de promouvoir une économie plus inclusive et plus transparente, en faisant de la bancarisation des fonds non déclarés un outil supplémentaire de soutien à la croissance et au développement national.

DIRECTION DE L'ÉDUCATION DE LA WILAYA D'ANNABA : Baccalauréat 2026 : mobilisation des moyens de transport pour assurer le bon déroulement de l'examen

Imen Boulmaiz
Dans le cadre des préparatifs liés au déroulement des épreuves du Baccalauréat, session 2026, la Direction de l'Éducation de la wilaya d'Annaba a procédé à la mobilisation d'un important dispositif de transport destiné à assurer l'acheminement des encadreurs et des candidats vers les différents centres d'examen à travers la wilaya. Cette opération s'inscrit dans le cadre du plan wilayal mis en place pour garantir les meilleures

conditions organisationnelles et logistiques à l'occasion de cette échéance nationale majeure. Plusieurs autobus ont ainsi été réquisitionnés afin d'assurer un transport sécurisé, confortable et ponctuel des encadreurs ainsi que des élèves candidats, leur permettant de rejoindre les centres d'examen dans les délais impartis et dans des conditions optimales. La mobilisation de ces moyens de transport reflète l'engagement des autorités locales et des différents secteurs concernés à réunir toutes les conditions favorables

à la réussite de cette session du Baccalauréat, en veillant à la fluidité des déplacements, à la sécurité des candidats et au bon fonctionnement des centres d'examen. Cette démarche témoigne également de l'importance accordée à l'accompagnement des élèves durant cette étape décisive de leur parcours scolaire, en leur offrant un environnement serein propice à la concentration et à la performance. À cette occasion, la Direction de l'Éducation de la wilaya d'Annaba adresse ses vœux



les plus sincères de réussite à l'ensemble des candidates et candidats, leur souhaitant confiance, persévérance et

réussite dans leurs épreuves, afin qu'ils puissent concrétiser leurs ambitions et obtenir les meilleurs résultats.

ANNABA / CIRCONSCRIPTION ADMINISTRATIVE DE BENMOTSTPHA BENAOUA : Réunion de coordination consacrée à la lutte contre le phénomène du clôturage illicite des terres

Imen Boulmaiz

Dans le cadre du suivi permanent des dossiers liés à l'aménagement du territoire et à la préservation du foncier, Monsieur le Wali délégué de la circonscription administrative de Benmostpha Benaoua a présidé, hier une réunion de coordination tenue au siège de la circonscription administrative. Cette rencontre a réuni plusieurs responsables et représentants des services concernés, notamment le Directeur délégué du logement, de l'urbanisme, de la ville et des équipements publics, le Président de l'Assemblée Populaire Communale par intérim de la commune d'Oued El Aneb accompagné de la cheffe du service technique, le Chef de la subdivision agricole, le Responsable de



la circonscription des forêts ainsi qu'un représentant du groupement territorial de la Gendarmerie nationale. Les travaux de cette réunion ont été consacrés à l'examen et au suivi du dossier relatif au recensement des clôtures réalisées sans autorisation au niveau des zones de Sattaha et Oued Ziad. Cette démarche s'inscrit dans le cadre des efforts continus engagés par

les pouvoirs publics pour lutter contre le phénomène du clôturage anarchique et des occupations irrégulières des terres à travers l'ensemble du territoire de la circonscription administrative de Benmostpha BENAOUA. Les participants ont procédé à l'évaluation de la situation sur le terrain, à l'identification des contraintes rencontrées ainsi qu'à l'étude des mesures réglementaires



et opérationnelles à mettre en œuvre afin de préserver le foncier agricole et forestier, garantir le respect des règles d'urbanisme et faire face à toute forme d'atteinte au domaine public. À cette occasion, le Wali délégué a insisté sur la nécessité de renforcer la coordination entre les différents services concernés, d'intensifier les opérations de contrôle sur le terrain et d'assurer un

suivi rigoureux des dossiers enregistrés, conformément aux dispositions légales en vigueur. Cette réunion témoigne de la volonté des autorités locales de préserver les terres agricoles et les espaces naturels, tout en veillant à l'application stricte de la réglementation et à la protection du patrimoine foncier au service du développement harmonieux de la région.

CONSERVATION DES FORÊTS DE LA WILAYA D'ANNABA : Opération de nettoyage en milieu forestier : collecte et évacuation de 160 pneus usagés

Imen Boulmaiz

Dans le cadre des actions menées pour la préservation de l'environnement et la protection du patrimoine forestier, la Conservation des Forêts de la wilaya d'Annaba, représentée par la Brigade Mobile de la circonscription forestière d'Oued El Aneb, a

organisé hier une opération de nettoyage ciblée au sein d'une zone forestière. Cette intervention a permis la collecte et l'évacuation de 160 pneus usagés de différentes dimensions, abandonnés dans le milieu naturel. Ces déchets ont été transférés vers le Centre Technique d'Enfouissement des déchets inertes,

conformément aux procédures environnementales en vigueur. Cette action s'inscrit dans le cadre des efforts continus visant à préserver la propreté des espaces forestiers, à réduire les risques de pollution environnementale et à prévenir les dépôts d'incendies pouvant être causés par l'accumulation de déchets inflammables au

sein des massifs forestiers. La Conservation des Forêts rappelle que la protection de l'environnement est une responsabilité collective nécessitant l'implication de tous les citoyens à travers l'adoption de comportements respectueux de la nature et la préservation des espaces verts et forestiers.



ANNABA :

La Chambre de Commerce et d'Industrie Seybouse organise une journée d'étude dédiée à l'accompagnement des porteurs de projets et au développement de l'entrepreneuriat

Imen Boulmaiz

Dans le cadre de ses actions visant à soutenir l'investissement, encourager l'entrepreneuriat et promouvoir le développement économique local, la Chambre de Commerce et d'Industrie Seybouse a organisé, hier en coordination avec l'Agence Nationale d'Appui et de Développement de l'Entrepreneuriat (NESDA), une journée d'étude ayant constitué un véritable espace d'échange et de dialogue entre les différents acteurs économiques de la wilaya. Cette rencontre a permis de mettre en lumière les mécanismes d'accompagnement et les

dispositifs de soutien destinés aux entrepreneurs, aux porteurs de projets et aux microentreprises, à travers deux axes majeurs. Le premier axe a porté sur les avantages financiers et fiscaux, où les experts et représentants de la NESDA ainsi que les services fiscaux ont présenté des explications détaillées concernant les nouvelles mesures d'accompagnement, les facilitations administratives et les incitations mises en place afin d'alléger les charges des entrepreneurs et de favoriser la création ainsi que la pérennisation des activités économiques. Le second axe a été consacré à la numérisation



et à la sous-traitance, avec la présentation du rôle stratégique de la plateforme électronique dédiée à la sous-traitance. Cet outil numérique constitue un levier essentiel pour intégrer les microentreprises dans les chaînes de valeur des grandes entreprises, renforcer leur compétitivité et favoriser la création de partenariats économiques durables et mutuellement bénéfiques. La séance a été marquée

par des échanges riches et constructifs, durant lesquels les participants ont pu exposer leurs préoccupations et les difficultés rencontrées sur le terrain. Les représentants de la NESDA, des services fiscaux de la wilaya d'Annaba ainsi que les représentants du secteur bancaire ont apporté des réponses précises et des éclaircissements pratiques concernant les dispositifs d'aide, les procédures administratives et les possibilités de financement disponibles. Cette journée d'étude s'est déroulée en présence du président et des membres de la Chambre de Commerce et d'Industrie

Seybouse, des représentants des directions du commerce et de l'industrie, de la Chambre de la pêche et de l'aquaculture, de la Chambre de l'artisanat et des métiers, du Centre de compétences, ainsi que de nombreux porteurs de projets et opérateurs économiques. À travers cette initiative, la Chambre de Commerce et d'Industrie Seybouse réaffirme son engagement à accompagner les entrepreneurs, à promouvoir la culture entrepreneuriale et à contribuer à la dynamisation du tissu économique local à travers des actions de proximité favorisant l'innovation, la numérisation et la création de valeur.

Grève à la SNCF

Le trafic régional fortement perturbé et un TGV sur trois annulé

Les cheminots font grève, mercredi, et demandent un moratoire sur l'ouverture à la concurrence ainsi que des hausses de salaire pour faire face à l'inflation, selon le monde fr.

Des TGV sont annulés, mercredi 10 juin matin, mais aussi des trains régionaux ou de banlieue, dans le cadre d'une grève de vingt-quatre heures organisée par les syndicats de la SNCF.

Le trafic mercredi matin est conforme aux prévisions, a déclaré SNCF Voyageurs à l'Agence France-Presse (AFP) : le trafic régional – les « trains du quotidien » – est « fortement perturbé » et, sur les grandes lignes, on compte en moyenne un TGV sur trois annulé et un train Intercités sur deux. Sur les applications SNCF, les trains supprimés ne sont pas affichés, seuls ceux qui sont maintenus y figurent. Dans la région parisienne, seul le RER A ne devrait pas être trop touché par le mouvement, selon les prévisions de trafic.



Les quatre principaux syndicats de l'entreprise ferroviaire publique, CGT-Cheminots, UNSA-Ferroviaire, SUD-Rail et CFDT-Cheminots, qui ont lancé l'appel à la grève, demandent un moratoire sur l'ouverture à la concurrence ainsi que des hausses de salaire pour faire face à l'inflation. Au cœur de la protestation se trouvent les filialisations lancées depuis l'an dernier par la SNCF au fur et à mesure du lancement par les

régions d'appels d'offres pour déterminer qui exploitera les lignes de trains au départ de chaque métropole régionale. Vingt-sept mille salariés touchés par la concurrence. Quand bien même l'appel d'offres serait remporté par la SNCF elle-même, l'entreprise crée une « nouvelle entité privée », dans laquelle elle « transfère ses personnels s'ils veulent bien l'être », explique Julien Delion, conducteur à la SNCF

et secrétaire du syndicat CGT-Cheminots de Bayonne. « Avec à la clé moins de jours de repos et des temps de travail plus longs. » « S'ils refusent le transfert, ils seront licenciés parce qu'en fait c'est tout un territoire qui bascule, donc ils n'ont pas d'autre option localement », souligne-t-il, jugeant « l'ambiance très anxiogène » dans les Landes et les Pyrénées-Atlantiques notamment, où l'ouverture à la concurrence doit se faire prochainement.

Au total, « 27 000 salariés SNCF » sont « embarqués dans la concurrence » et potentiellement transférés dans des filiales locales de la taille d'une PME de 400 ou 500 personnes, a confirmé mardi à Paris Jean-Aimé Mougenot, directeur TER délégué chez SNCF Voyageurs, lors du salon du transport public Mobco. Il admet qu'il s'agit d'une « transformation interne majeure », mais affirme tout faire pour que le transfert se passe bien.

Au total, neuf régions TER sur

onze ont lancé ou s'apprentent à lancer des appels d'offres pour exploiter leur réseau. Seules deux régions, l'Occitanie et la Bretagne, attendent la fin de la convention qui les lie à la SNCF. Mais, à terme, toutes les lignes de TER devront être mises en concurrence d'ici à fin 2033, prévoit la loi. Si les élus y voient le potentiel pour améliorer la qualité et le nombre de trains, les syndicats de salariés estiment que les gains de productivité se font sur le dos des salariés.

La concurrence a aussi démarré sur le réseau TGV, sans appel d'offres cependant, car plusieurs opérateurs peuvent exploiter une même ligne, comme Trenitalia et SNCF Voyageurs sur les lignes Paris-Lyon et Paris-Marseille. Pour les syndicats, qui font le parallèle avec France Telecom il y a quelques années, le bouleversement dans les habitudes de travail est tel que ce sont les plus fragiles qui trinquent : 13 suicides ont été dénombrés à la SNCF depuis début 2026.

En Australie, une interdiction des réseaux sociaux difficile à appliquer, mais pas sans effets

Six mois après son entrée en vigueur, la loi peine encore à être respectée et une enquête a été ouverte contre cinq plateformes, dont Instagram, YouTube et Snapchat. Ce qui n'empêche pas certains enfants, surtout parmi les plus jeunes, de s'en détourner, selon le monde fr. Au départ, Felicity Williams était satisfaite : sa fille de 14 ans a bien été bannie d'Instagram après l'entrée en vigueur, le 10 décembre 2025, de la loi interdisant l'accès aux réseaux

sociaux aux moins de 16 ans en Australie. « Les jeunes sont dépendants de ces technologies. Ils passent des heures à faire défiler des vidéos, ce qui est délétère pour leur santé mentale. J'ai toujours été favorable à cette législation », explique-t-elle au Monde.

Mais la mère de famille a vite déchanté. Peu après, elle découvre que son enfant s'est inscrite sur Snapchat en falsifiant sa date de naissance. Armée du texte de loi, elle multiplie alors

les démarches : elle échange des dizaines d'e-mails avec Snapchat – qui suspend temporairement le compte avant de le réactiver –, contacte Apple pour demander, en vain, la suppression de l'application de l'iCloud de sa fille, écrit à son député local, à la ministre fédérale des communications et, enfin, à la commissaire à la sécurité en ligne, Julie Inman Grant.

Rien n'y fait. Le compte de l'adolescente, qui a suivi l'activisme de sa mère avec



dépôt, ne sera finalement désactivé que lorsque l'histoire sera médiatisée. Mais elle s'est

depuis recréé un compte sur Instagram, en mentant sur son âge.

Les filières françaises de collecte et de recyclage des déchets en « danger de mort », alertent les acteurs du secteur

Collectivités, professionnels et ONG mettent en garde le gouvernement contre un risque d'effondrement de l'économie circulaire dans le pays selon le monde fr.

Collecte des vêtements asphyxiée par la fast-fashion, prolifération de dépôts sauvages des déchets du bâtiment, retards colossaux sur les objectifs de recyclage des emballages en plastique... Tout le système français de gestion des déchets

est à bout de souffle. « La filière est en danger de mort » : la phrase est dans toutes les bouches, mardi 9 juin, lors de la conférence de presse organisée par le réseau Amorce, qui regroupe plus d'un millier de collectivités engagées dans la transition écologique, en clôture de son colloque annuel consacré à l'épineuse question des déchets.

Exceptionnellement, l'association a invité à sa table des représentants de l'ensemble

du secteur de l'économie circulaire – des professionnels des déchets aux associations qui militent pour leur réduction. Tous dénoncent « les menaces de mort » sur les filières françaises de collecte et de recyclage. « Nous vivons un moment d'effondrement de la politique environnementale en matière de gestion des déchets, résume Nicolas Garnier, délégué général d'Amorce. Le gouvernement est en train de mettre l'économie circulaire à la poubelle. »



En Chine, des enquêteurs anticorruption pris à leur tour dans la toile des purges sans fin

Plusieurs proches de l'ancien « tsar » de la lutte contre la corruption et ancien vice-président chinois, Wang Qishan, ont été eux-mêmes visés par des enquêtes de l'institution qu'ils dirigeaient. Xi Jinping, qui a fait de ces nettoyages un mode de gouvernance, assume « de retourner la lame » contre le Parti communiste, selon le monde fr.

Un bon titre suffit parfois à résumer tout un ouvrage. Théorie de la lutte contre la corruption dans la finance (non traduit, 2017) s'appuie sur

l'expérience approfondie de ses auteurs qui, à l'époque de la sortie du livre, étaient deux des plus hauts responsables de la grande bataille contre la prévarication menée par le président chinois, Xi Jinping. Li Xiaohong, après une carrière à superviser les entreprises et banques publiques, a ainsi été durant cinq ans le directeur du bureau central de l'inspection disciplinaire du Parti communiste chinois, le centre névralgique de la campagne dans laquelle Xi Jinping a promis de n'épargner ni les « mouches », les responsables

de bas rang, ni les « tigres », les plus hautes personnalités politiques.

Mais dans un système qui n'en a jamais fini des purges, il fallait presque s'y attendre : l'ancien directeur des enquêtes est à son tour visé par l'une d'elles. On le donnait déjà arrêté depuis plusieurs jours lorsque l'organe disciplinaire du parti a employé, le 2 juin, la formule consacrée : l'homme de 73 ans, retraité depuis neuf ans, est suspecté de « graves violations » des règles du parti, signe que son sort est déjà scellé.



A Gaza, près de 1 000 morts huit mois après l'entrée en vigueur de l'illusion d'un cessez-le-feu

L'accord scellé par Donald Trump, en octobre 2025, promettait une cessation immédiate des hostilités et un afflux illimité d'aide. Depuis, la bande de Gaza s'enfonce dans une crise humanitaire et compte ses victimes au quotidien, selon le monde fr.

Sur le port de Gaza, des dalles de béton sont maculées de sang après une attaque israélienne, le 31 mai. Une femme crie sa colère devant la caméra d'un journaliste local : « On ne veut ni nourriture ni rien, on

veut juste que cette guerre s'arrête. Soit vous nous tuez tous d'un seul coup, soit vous nous laissez vivre !, s'emporte la Gazaouie, désespérée. Chaque jour, nous faisons nos adieux à nos proches, où sont les lois internationales ? »

Du nord au sud, l'enclave ne connaît aucun répit depuis un cessez-le-feu théorique conclu entre le Hamas et l'Etat hébreu le 10 octobre 2025, officialisé par l'accord de Charm El-Cheikh. Depuis, le bilan des victimes des opérations de l'armée israélienne approche les 1



000 morts (dont 182 enfants, 110 femmes et 54 personnes de plus de 60 ans) et 3 100 blessés, selon le décompte

du ministère de la santé local, jugé fiable par les institutions internationales. En moyenne, 125 personnes

ont été tuées chaque mois à Gaza.

Un père en larmes serrant le cartable de son fils tué sur le chemin de l'école ; des corps jonchant le sol au milieu d'une foule paniquée ; des blessés transportés sur des charrettes ; des enfants ensanglantés sur des lits d'hôpital... les images parvenant de Gaza sont les mêmes que celles qui circulaient au plus fort de la guerre d'anéantissement menée par Israël contre le territoire palestinien, après l'attaque terroriste du Hamas, le 7 octobre 2023.

SCAF :

Après l'abandon du projet d'avion de chasse, les perspectives limitées de la coopération de défense franco-allemande



L'officialisation, lundi, de la fin du projet d'appareil de combat porté par la France et l'Allemagne autour d'Airbus et de Dassault permet aux deux Etats d'aller de l'avant. Mais la plupart des projets envisagés, plus modestes, demeurent flous, selon le monde fr.

L'annonce, lundi 8 juin, de l'arrêt du projet franco-allemand d'avion de chasse de sixième génération (dit « SCAF »), emblème de la souveraineté stratégique européenne porté par Paris et Berlin depuis près de dix ans autour d'Airbus

et Dassault, a suscité de nombreuses interrogations des deux côtés du Rhin. A la fois sur la capacité des deux pays à trouver d'autres solutions pour le développement d'un tel appareil, et sur l'avenir, plus globalement, de la coopération franco-allemande en matière de défense.

La froideur des réactions politiques en a été l'une des illustrations. « Il est tout à fait logique que le chancelier Merz et le président Macron aient pris la décision de mettre fin au développement du SCAF », a ainsi jugé la vice-présidente

du Parti social-démocrate au Bundestag, Siemtje Möller. « Ce grand projet reposait sur une répartition équitable des capacités industrielles, du savoir-faire technologique et du financement. Or, malgré de nombreuses tentatives de médiation, Dassault n'était pas disposé à s'engager dans cette voie », a-t-elle ajouté, reprenant les arguments sans cesse avancés côté allemand ces dernières années, tandis qu'une partie des élus de la coalition a, elle aussi, dit explicitement son soulagement.

CDM 2026 / Match Algérie – Argentine : Le 17 juin est férié, une bonne nouvelle du calendrier



Si la Coupe du monde est l'événement attendu par tous, l'édition 2026 s'annonce plus compliquée à suivre pour une grande partie du public, en raison d'horaires peu adaptés liés au décalage avec les États-Unis, pays hôte. Entre des matchs programmés en pleine nuit ou à l'aube, de nombreux supporters affichent déjà une certaine réserve face

à ce Mondial déjà décrié. Mais une bonne nouvelle vient éclairer ce tableau pour les Algériens.

Ça y est : la règle est instaurée, et les supporters l'ont comprise. À moins de 24 heures du début du Mondial 2026, il faudra en effet soit se lever très tôt, soit veiller jusqu'au bout de la nuit pour espérer suivre les rencontres de la Coupe du monde 2026. Avec

plusieurs heures de décalage entre l'Amérique du Nord et la zone euro-africaine, regarder les matchs en direct relèvera parfois du défi.

**Match Algérie – Argentine (17 juin prochain) :
La bonne nouvelle du calendrier hégirien**

Mais une heureuse coïncidence du calendrier vient apporter une bonne nouvelle aux supporters

algériens. Le tant attendu, le grandiose match d'ouverture du groupe J entre l'Algérie et l'Argentine, prévu le 17 juin, tombe un jour férié en Algérie, correspondant au 1er Moharram, le Nouvel An du calendrier hégirien.

Une coïncidence idéale qui permettra à de nombreux fans de suivre cette affiche très attendue, programmée à 2 heures

du matin (heure algérienne), sans la contrainte du réveil matinal. De quoi permettre à de nombreux supporters de suivre la rencontre sans contrainte, ni fatigue à assumer dès le lendemain. Une rare bonne nouvelle dans une Coupe du monde où les horaires risquent, pour beaucoup, de peser sur l'expérience des supporters.

CDM 2026 / Aouchiche : « Déçu mais je respecte le choix de Petkovic »

Le milieu offensif algérien Adil Aouchiche a reconnu sa grande déception après sa non-convocation en EN pour la Coupe du monde 2026, tout en affichant son soutien indéfectible aux Verts, dans un entretien accordé au quotidien français L'Équipe.

Présent lors du précédent stage en mars, le joueur de Schalke 04, qui a contribué cette saison à l'accession de son club en Bundesliga, espérait figurer dans la liste du sélectionneur national Vladimir Petkovic pour le rendez-vous mondial.

« Ce serait mentir de dire que ce n'est pas une grosse déception. C'était un rêve pour moi d'y participer, mais je respecte les choix du coach », a déclaré l'ancien joueur du Paris Saint-Germain.

Malgré cette absence, Aouchiche assure qu'il continuera à soutenir pleinement ses coéquipiers durant le tournoi. « J'espère que j'aurai à nouveau l'opportunité d'aider l'équipe nationale dans un autre contexte. Je serai leur premier supporter et j'espère que l'Algérie ira loin », a-t-il affirmé.

Au cours de cet entretien, le milieu offensif de 23 ans est également revenu sur son choix de représenter l'Algérie après avoir porté les couleurs des sélections de jeunes françaises.

« Lors de mes dernières années avec la France, je l'envisageais déjà. C'était mon choix du cœur », a-t-il expliqué, soulignant l'attachement qu'il nourrit envers ses origines familiales.

« Je pense à mes grands-parents, à des oncles et tantes qui ne sont plus là. Ils auraient été fiers de me voir porter ce maillot », a-t-il conclu, estimant que défendre les couleurs nationales constitue « une grande fierté ».



Liga / Mercato : Me Real Madrid a fixé le prix de vente d'Eduardo Camavinga et de Fede Valverde

Selon les médias espagnols, le Real Madrid a déjà fixé le prix de vente de ses deux milieux de terrain.

C'est un été qui va être encore plus chaud que d'habitude à Madrid. Effectivement, avec l'arrivée de José Mourinho sur le banc merengue, et après une saison extrêmement décevante, ça va bouger dans l'effectif madrilène. Au niveau des arrivées, forcément, avec Ibrahima Konaté et Denzel Dumfries comme premières recrues confirmées. Et ce n'est pas tout, puisque des joueurs comme Bernardo Silva (Manchester City, libre) et Mateus Fernandes (West Ham) pourraient débarquer. Au total, 6 ou 7 nouveaux visages sont attendus dans le vestiaire du Real.

Des départs sont aussi à prévoir,

avec de nombreux candidats. La presse espagnole explique ainsi que des joueurs comme Raul Asencio, Fran Garcia, Dani Ceballos ou Eduardo Camavinga seront invités à partir, alors que d'autres sont un peu dans le flou, comme Brahim Diaz et Rodrygo. Des joueurs comme Franco Mastantuono ou Gonzalo Garcia devraient aussi être prêtés.

Le Real Madrid attend les clubs anglais

Et comme l'indique Miguel Serrano, journaliste qui travaille pour Radio Marca et Onda Cero, entre autres, le Real Madrid a fixé le prix de vente d'Eduardo Camavinga. Les décideurs madrilènes veulent ainsi récupérer 50 millions d'euros pour l'ancien du Stade Rennais, recruté pour 30 millions d'euros en 2021 et sous contrat à Madrid jusqu'en 2029. Le Real Madrid

espère notamment des coups de fil en provenance d'Angleterre pour l'international tricolore, qui n'aura cependant pas l'opportunité de se revaloriser lors de cette Coupe du Monde 2026.

Certains médias indiquaient cependant que le milieu français n'a aucune intention de partir. Bras de fer à venir ? Quoi qu'il en soit, un autre joueur assez important pourrait partir : Fede Valverde. Plus que pour des raisons purement sportives, les différents soucis qu'il y a eu dans le vestiaire, dont cette bagarre avec Aurélien Tchouameni, pourraient coûter cher à l'Uruguayen. Son prix de vente a lui été fixé à 100 millions d'euros. Deux grosses ventes potentielles qui pourraient aider à financer ce mercato madrilène qui s'annonce alléchant...



Liga :

Le transfert du serial buteur Vedat Muriqi fait déjà polémique



Deuxième meilleur buteur de la Liga, le Kosovar va quitter Majorque dans le cadre d'un transfert qui déplaît au sein du club espagnol, mais aussi au sein de son futur club...

C'est une saison exceptionnelle qu'aura réalisée Vedat Muriqi (32 ans) avec Majorque. Le buteur kosovar a terminé la saison de Liga avec 23 buts au compteur, seulement deux de moins que Kylian Mbappé, le meilleur buteur du championnat espagnol. Une performance incroyable, sachant que contrairement à l'attaquant tricolore, Muriqi joue dans une équipe de bas de tableau, qui a même été reléguée au terme de la saison. Surtout qu'en enlevant les penaltys, il serait devant le Bondynoï. Particulièrement redoutable dans la surface rivale, l'ancien de la Lazio s'est aussi affirmé comme un des meilleurs joueurs du monde dans le jeu aérien. Si ses buts n'ont pas permis à son équipe de se maintenir - Majorque ne faisait pas partie des candidats à la relégation en début de saison - ils lui auront au moins permis de se refaire une sacrée cote sur le mercato. De nombreux clubs sont ainsi venus aux nouvelles pour s'offrir ses services, puisqu'il semble impossible de voir un joueur d'un tel calibre rester en deuxième division.

Un transfert qui ne va pas rapporter grand chose à Majorque...

Et visiblement, c'est du côté du Fener, en Turquie, qu'il devrait signer. Un club où il évoluait lors de la saison 2019/2020, avant de rejoindre Rome. Les Stambouliotes devraient payer 15 millions d'euros, réglés en trois versements, et Majorque devrait conserver 10% d'une future vente. Un transfert qui fait polémique à Majorque, comme l'indique Estadio Deportivo. Les supporters estiment ainsi que leur club aurait pu obtenir bien plus d'argent, surtout que la Lazio conservait 45% sur une plus-value. Au total, le club relégué en D2 espagnole va toucher environ 4 millions d'euros seulement. Une somme rachitique pour un joueur avec de telles statistiques en Liga, bien qu'à un âge un peu avancé.

De leur côté, les fans turcs estiment que le montant déboursé par leur club pour Muriqi est... trop cher. Du moins, pour un joueur de 32 ans déjà. Ils auraient préféré enrôler un attaquant plus jeune, et que leurs dirigeants ne jouent pas forcément sur la carte de la nostalgie. Autant dire que le principal concerné va devoir se charger, à base de buts et de prestations XXL, de se mettre tout le monde dans la poche à Istanbul...



iPhone 18 Une Dynamic Island plus compacte pour toute la gamme ?

Les fuites continuent de préciser ce que pourrait réserver la prochaine génération d'iPhone. Cette fois, c'est la Dynamic Island qui serait concernée, avec une évolution qui ne se limiterait pas aux modèles Pro.

Depuis plusieurs mois, les rumeurs autour de l'iPhone 18 évoquent des ajustements esthétiques attendus sur les déclinaisons Pro. Une fuite récente suggère toutefois que certains de ces changements ne seraient pas limités à ces modèles. C'est notamment le cas de la Dynamic Island, qui pourrait finalement évoluer sur une plus large partie de la gamme.

Une Dynamic Island plus discrète sur plusieurs iPhone 18

D'après le leaker Ice Universe, qui s'est exprimé sur le réseau chinois Weibo, Apple préparerait une modification ciblée de l'affichage frontal. Selon ses propos, « pour la série iPhone 18, les bordures noires restent inchangées ; seule la Dynamic Island a été réduite en taille, tandis que les bordures sont identiques à celles de la série iPhone 17 ».

Ce point n'a rien de surprenant : aucune information fiable ne suggérerait une réduction des bordures. En revanche, la mention explicite de la « série iPhone 18 » suggère que ce

changement pourrait concerner plus de modèles que prévu. Jusqu'à présent, les fuites concernaient uniquement les modèles Pro et Pro Max.

Dans un second message publié sur X (anciennement Twitter), la même source précise que cette évolution concernerait au moins trois modèles distincts, et ne se limiterait donc pas aux déclinaisons les plus haut de gamme.

Apple envisagerait un déploiement en deux temps

Autre élément à prendre en compte : le calendrier de sortie évoqué pour cette génération. Les versions Pro et Pro Max seraient attendues à l'automne, tandis que le modèle standard de l'iPhone

18 n'arriverait qu'au début de l'année 2027. Cela pourrait d'ailleurs expliquer pourquoi les premières informations se concentraient sur les modèles les plus premium. Si ces derniers sont lancés en premier, ils deviennent logiquement les principaux sujets des fuites initiales.

Dans l'immédiat, cette Dynamic Island plus compacte pourrait d'abord apparaître sur les modèles attendus à l'automne. Le reste de la gamme, notamment le modèle standard prévu plus tard, pourrait ne pas en profiter immédiatement.

En Bref...

Quand Elon Musk s'exprime en général, on peut s'attendre à tout. Alors lorsqu'il s'agit de l'avenir de la défense, le Pentagone écoute, mais pas toujours avec le sourire. Lors d'une récente intervention, le patron de SpaceX et de xAI a suggéré que l'armée américaine devrait adopter une approche inspirée de Star Trek pour développer ses systèmes de défense du futur.

Le papa de Grok défend une vision bien précise et veut intégrer massivement l'intelligence artificielle dans les opérations militaires, mais sur tout avec son propre modèle en première ligne.

Sans surprise, cette sortie a provoqué des réactions contrastées au sein de l'establishment militaire. Certains y voient une vision audacieuse qui pourrait accélérer la modernisation de l'armée. D'autres s'inquiètent de la dépendance croissante envers des technologies civiles développées par des entreprises privées, notamment quand ces entreprises appartiennent à un homme qui multiplie les projets parallèles et les prises de position controversées. Le Pentagone hésite entre deux options. Il peut profiter de l'avance technologique du privé ou conserver le contrôle total de ses systèmes critiques.

Star Trek comme promesse plus que comme programme

Elon Musk a évoqué Star Trek sans entrer dans les détails, et cette référence tombe à point nommé. Dans la série, la Fédération des Planètes Unies dispose de systèmes d'armement sophistiqués, d'une coordination parfaite entre vaisseaux et d'une capacité à analyser les menaces en temps réel. Celui qui souhaite désormais racheter Ryanair imagine exactement la même chose pour l'armée américaine. Des flottes de drones autonomes, des satellites interconnectés et des systèmes de commandement donnent à l'IA un rôle déterminant dans la prise de décision.

Un développeur s'enrichit en faisant gémir les MacBook

Tonino Catapano, un développeur indépendant aux Pays-Bas, a encaissé 5 000 dollars, soit plus de 4 300 euros, en 72 heures grâce à SlapMac, une application macOS qui émet des gémissements quand on tape sur son MacBook. Plus de 30 000 téléchargements, 2 000 licences vendues, zéro budget publicitaire.

Tonino Catapano n'avait pas prévu de lancer un produit. Au départ, il a juste posté sur Instagram une courte vidéo dans laquelle il gifflait son MacBook avec effets sonores, juste pour rigoler. La vidéo est devenue virale, les gens dans les commentaires réclamaient une vraie application, et il a décidé de jouer le jeu. Quarante-huit heures plus tard, SlapMac était en ligne à 5 dollars. À ce prix psychologiquement bas, les ventes ne se sont pas arrêtées. Résultat : 4 millions de vues organiques sur Instagram, 10 millions sur X.com, sans un centime dépensé en publicité.

SlapMac, une blague de 48 heures devenue vrai produit

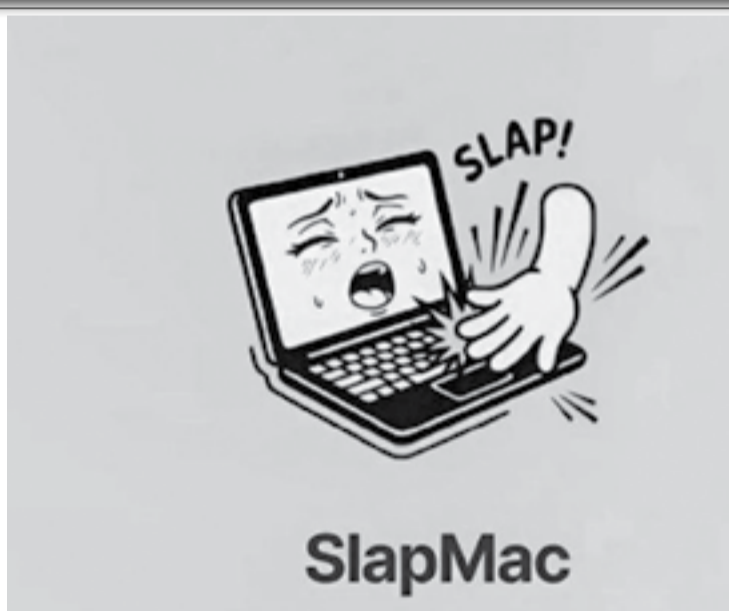
SlapMac exploite l'accéléromètre intégré des MacBook Apple Silicon pour enregistrer les impacts sur le châssis. Plus la tape est forte, plus le volume monte. Sept packs sonores sont

disponibles, soit plus de 130 clips : gémissements suggestifs, cris de douleur, bruits de coups, sons de mèmes. Une mise à jour récente a introduit USB Moaner, qui fait réagir le MacBook à chaque connexion d'accessoire. Le logiciel propose aussi un minuteur de pause, un réglage de sensibilité, un cooldown pour éviter les déclenchements en rafale et un compteur de claques à vie.

La roadmap annonce des packs sonores personnalisés, une intégration avec des logiciels d'IA via un serveur MCP local, et une version iPhone baptisée SlapPhone.

Le tarif varie entre 3 et 7 dollars selon les codes promo actifs. Tonino Catapano propose même un remboursement de 50 % si l'utilisateur publie un Reel qui dépasse 2 000 vues, et un remboursement total au-delà de 20 000 vues. Un concurrent direct, SlapMyMac, a déjà émergé avec 190 sons pour 2,99 dollars. D'autres ont profité pour rappeler l'existence de la même version sur PC, Slap Your Laptop. L'idée est si simple à copier qu'elle génère son propre écosystème de clones en moins d'une semaine.

Frapper son MacBook : drôle jusqu'à la note de réparation
Oui, mais taper sur son MacBook,



à la longue, si je le casse, est-ce que la garantie fonctionne toujours ? Selon Tonino Catapano, « Probablement pas, mais nous ne sommes pas juristes ». L'application n'implique aucune modification matérielle et se contente de lire l'accéléromètre, donc elle seule ne peut rien annuler. Pourtant, la FAQ précise aussitôt : si vous tapez assez fort pour casser l'écran, c'est votre problème. C'est ce qui s'appelle un transfert de responsabilité.

Les conditions d'utilisation de l'application sont encore plus directes. Le développeur décline expressément toute responsabilité pour les

dommages matériels, y compris les écrans fissurés, cassés ou rayés, et rappelle que le logiciel encourage les utilisateurs à frapper physiquement leur MacBook.

Apple, de son côté, exclut de sa garantie limitée les dégâts causés par une utilisation abusive. Frapper son MacBook assez fort pour désolidariser une soudure ou fissurer la dalle, c'est donc une réparation à la charge de l'utilisateur, avec ou sans AppleCare+.



Inspection des projets de développement et de modernisation de la capitale relevant du secteur de la culture

Le ministre, wali d'Alger, M. Mohamed Abdenour Rabehi, a inspecté, aux côtés de la ministre de la Culture et des Arts, Mme Malika Bendouda, les projets de développement et de modernisation de la capitale relevant du secteur de la culture, indique mercredi un communiqué de la wilaya.

Le ministre, wali d'Alger, M. Mohamed Abdenour Rabehi, a reçu, mardi au siège de la wilaya, la ministre de la Culture et des Arts, Mme Malika Bendouda, avec laquelle il a tenu une séance de travail, lors de laquelle un exposé a été présenté sur les projets relevant du secteur de la

culture dans le cadre de la vision stratégique de développement et de modernisation de la capitale, notamment le plan de préservation et de mise en valeur du secteur sauvegardé de la Casbah d'Alger et le programme de restauration et de réhabilitation des monuments historiques emblématiques, précise la même source.

Par la même occasion, une sortie de terrain a été organisée à la Citadelle d'Alger dans la Casbah, en présence du président de l'Assemblée populaire de wilaya, M. Mohamed Lahbib Ben Boulaïd, et de cadres du ministère de la Culture et des



Arts et de la wilaya, avant Dey pour s'enquérir de la qualité d'observer une halte au Palais du des travaux de restauration et de

réhabilitation de ce monument, notamment les opérations minutieuses et complexes visant à préserver les éléments décoratifs d'origine tels que les mosaïques et les gravures historiques.

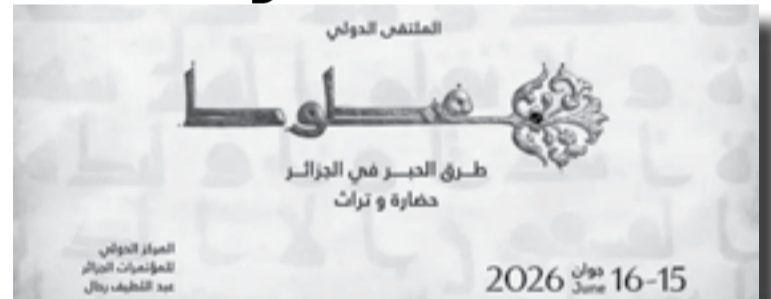
La délégation s'est rendue par la suite au Palais des Beys dans la Citadelle, ayant été récemment réceptionné après l'achèvement des travaux de restauration et de réhabilitation dans le cadre des efforts visant à préserver et à valoriser le patrimoine culturel et historique de la capitale.

Colloque international sur le patrimoine manuscrit en Algérie les 15 et 16 juin à Alger

Un colloque international sur le patrimoine manuscrit en Algérie, intitulé «Les routes de l'encre en Algérie: civilisation et patrimoine», sera organisé les 15 et 16 juin à Alger, a annoncé, mardi, le ministère de la Culture et des Arts dans un communiqué.

Ce forum international, prévu au Centre international des conférences Abdelatif -Rahal (CIC), sous le haut patronage du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, réunira des experts, chercheurs internationaux et conservateurs de bibliothèques anciennes qui

débatront du récit culturel du patrimoine manuscrit algérien et des mécanismes de sa protection en tant que «pilier fondamental de la mémoire et de l'identité nationales», précise la même source.



L'Arabie saoudite renforce sa présence dans les discussions mondiales sur la mode à Milan

Des dirigeants mondiaux de la mode et du luxe se sont réunis à Milan début juin à l'occasion du Retail Leaders Circle (RLC) Fashion Summit 2026, dans le cadre du rayonnement international croissant du RLC Global Forum, dont le rendez-vous phare annuel se tient en Arabie saoudite.

Organisé au Four Seasons Hotel Milano, le RLC Fashion Summit a abordé les défis actuels auxquels font face les secteurs de la mode et du luxe : fragmentation géopolitique, évolution des attentes des consommateurs, discipline en matière d'investissement, intelligence artificielle, avenir du commerce multimarque et influence croissante des nouveaux marchés.

L'initiative Fashion Futures de la Commission saoudienne de la mode a participé au sommet en tant que partenaire principal, illustrant le rôle grandissant du Royaume dans les discussions

internationales portant sur la mode, le commerce de détail, l'investissement et le développement des secteurs innovants.

« Notre priorité est de mettre en place les conditions d'une croissance durable pour l'ensemble du secteur de la mode en Arabie saoudite », a déclaré Burak Cakmak, directeur général de la Commission saoudienne de la mode, dans un communiqué. « Alors que l'industrie poursuit sa transformation, nous travaillons à multiplier les opportunités pour les marques internationales, les fabricants, les investisseurs et les partenaires du secteur afin qu'ils puissent s'engager sur le marché saoudien et contribuer à son développement. »

La participation de la commission reflète également la dynamique plus large du secteur de la mode saoudien, alors que le Royaume poursuit ses investissements dans les secteurs innovants, le

développement des talents, les infrastructures commerciales et les partenariats internationaux.

« Il est rare de voir un tel niveau de leadership réuni au même endroit pour une journée entière d'échanges authentiques et ouverts », a déclaré Panos Linardos, président du RLC Global Forum.

Outre son forum annuel dédié au commerce de détail à Riyad, le RLC Global Forum organise un calendrier d'événements de premier plan à travers le monde, notamment le CEO Summit à New York et le RLC Fashion Summit à Milan.





Au Japon, une pétition s'insurge contre les publications de Donald Trump reprenant les codes des mangas

Une vidéo diffusée sur le réseau Truth Social montre le président américain sous les traits du ninja Naruto Uzumaki, tiré de l'œuvre «Naruto».

Près de 20 000 personnes ont signé, mercredi 10 juin, une pétition en ligne au Japon pour protester contre l'utilisation par le président américain Donald Trump et la Maison Blanche de personnages

de mangas et d'anime dans des publications sur les réseaux sociaux. Dans le dernier exemple en date, une vidéo diffusée samedi sur Truth Social montre Donald Trump sous les traits du ninja Naruto Uzumaki, tiré de l'œuvre Naruto, suscitant la fureur des fans de cette série animée très populaire.

En mars, une publication de la Maison Blanche mêlait des images de frappes militaires

américaines en Iran à des extraits de films, de séries célèbres, et notamment de la série de manga et d'anime Yu-Gi-Oh !. La pétition, lancée en mars, a été relancée après la diffusion de la nouvelle vidéo, dans une démarche qualifiée par les organisateurs d'«urgente» et visant à faire part des préoccupations des fans de mangas et d'anime aux ayants droit.



Steven Spielberg retrouve ses thèmes favoris pour «Disclosure Day»



Le réalisateur revient à la science-fiction pour une course-poursuite haletante sur fond de découverte d'extraterrestres⁴

Emily Blunt, Josh O'Connor, Colman Domingo et Colin Firth ont répondu à l'appel du cinéaste de 79 ans qui prouve ici qu'il n'a rien perdu de sa virtuosité pour créer maintenant le spectateur

accroché à son siège de cinéma. Disclosure Day arrive à point nommé à l'heure où le Pentagone a annoncé vouloir déclassifier les documents sur les ovnis. On pourrait presque croire qu'il s'est inspiré de cette nouvelle dont les résultats sont décevants dans la vie réelle.

Une question de foi

Alors, que nous raconte Steven Spielberg ? Des phénomènes étranges laissent clairement entendre que « nous ne sommes pas seuls dans l'univers » et que le gouvernement « nous cache tout et ne nous dit rien ». Il profiterait même de l'ignorance générale pour se livrer à des expériences pas vraiment sympas sur les visiteurs d'une autre planète. Nous ne rentrerons pas plus dans les détails pour ne pas divulguer. Le film prend la forme d'une course-poursuite entre les gentils qui veulent nous informer et les méchants qui souhaitent les réduire au silence. Un peu complotiste mais rudement réjouissant.

Des thèmes chers à Steven

Spielberg sont toujours présents et c'est bien plaisant. Il n'y a que dans La Guerre des mondes (2005) que le réalisateur a montré des extraterrestres agressifs et dépourvus d'empathie pour les humains. Pourtant, la dimension mystique également présente dans Disclosure Day, permet de rapprocher les deux films. Plus qu'une religion précise, la foi est une notion capitale dans le cinéma de Steven Spielberg et elle prend une importance particulière dans son nouveau film. Pas toujours de façon très subtile, il faut le reconnaître.

Les E.T sont nos amis

Steven Spielberg n'a pas une tendresse exagérée pour certaines agences gouvernementales. Il ne le cachait pas dans E.T (1982) où des gamins aidaient le gentil alien à « rentrer maison ». Il laissait clairement entendre que si l'extraterrestre tombait entre les mains des représentants de l'Amérique, il allait passer un sale quart d'heure. L'adorable créature pacifique est irrésistible

: on ne peut

que souhaiter l'avoir pour amie. Le cinéaste mettait clairement dos-à-dos l'attitude violente des humains et la douceur du petit héros capable de régénérer les plantes avec son doigt magique, éveillant les fantômes (horticoles qu'allez-vous chercher ?) du spectateur.

Comme dans Rencontres du troisième type (1977) où Richard Dreyfuss était attiré par des signaux qu'il ne comprenait pas, les protagonistes de Disclosure Day sont mus par une force qui les dépasse. Confronter des gens que rien ne prédisposait à l'aventure à une expérience qui va changer l'histoire de l'humanité est un ressort que Steven Spielberg favorise avec succès depuis ses débuts. Disclosure Day poursuit valeureusement cette tradition avec une conviction qui fait pardonner ses baisses de rythme.

À Dubaï, la mode se met au service de l'éducation grâce au partenariat entre OnTheList et Dubai Cares

La plateforme de ventes privées de luxe OnTheList a annoncé un partenariat stratégique avec Dubai Cares, l'organisation philanthropique mondiale basée aux Émirats arabes unis, dans le cadre d'une initiative visant à soutenir le développement humain et l'autonomisation des jeunes à travers le monde.

Pour marquer le lancement de cette collaboration, OnTheList organisera une vente caritative de mode au Dubai Design District (d3) du 9 au 12 juin. L'intégralité

des bénéfices générés par cet événement sera reversée à Dubai Cares afin de soutenir ses programmes éducatifs et humanitaires à l'international.

Cette opération réunira plusieurs marques du groupe BESTSELLER, dont JACK & JONES, VERO MODA, ONLY, Name It et Selected. Les visiteurs pourront accéder à une sélection de vêtements et d'accessoires pour hommes, femmes et enfants à des prix fortement réduits.

Créée pour offrir à ses membres un accès privilégié à des marques

premium, OnTheList poursuit ainsi sa stratégie d'engagement social dans la région. Pour l'entreprise, ce partenariat avec Dubai Cares s'inscrit dans une volonté de donner davantage de sens à l'expérience d'achat.

« Lorsqu'on construit une marque dans cette région, il est essentiel d'aller au-delà de la simple transaction commerciale. Ce partenariat avec Dubai Cares reflète cette vision : chaque achat contribue désormais à une cause qui dépasse largement l'acte de consommation », a déclaré

Delphine Lefay, cofondatrice d'OnTheList.

De son côté, Amal Al Redha, directrice des partenariats chez Dubai Cares, a salué une initiative qui démontre que commerce et responsabilité sociale peuvent se renforcer mutuellement.

« Cette collaboration offre une opportunité concrète de mobiliser une communauté de consommateurs désireux de contribuer positivement à la société. Nous sommes ravis d'accueillir OnTheList parmi nos partenaires », a-t-elle indiqué.

Depuis sa création, Dubai Cares affirme avoir impacté plus de 117 millions de personnes dans plus de 60 pays en développement grâce à ses programmes dédiés à l'éducation, à la jeunesse et au développement durable.

Alors qu'OnTheList continue d'étendre sa présence aux Émirats arabes unis, cette initiative illustre une tendance croissante au sein du secteur de la mode : mettre le pouvoir d'achat au service de causes sociales et humanitaires à l'échelle mondiale.



Troubles de l'équilibre : Quelles causes à la sensation de vertige en marchant ?

Les troubles de l'équilibre et la sensation d'ébriété à la marche constituent des motifs fréquents de consultation. Quelles sont les causes et quand faut-il s'inquiéter ? Le point avec le Pr Vincent Darrouzet, professeur émérite d'ORL, praticien attaché au CHU de Bordeaux. Avec plus de 300 000 consultations chaque semaine, les vertiges et troubles de l'équilibre figurent parmi les motifs les plus fréquents de consultation médicale en France après les fièvres et les céphalées. « Les pathologies de l'équilibre, en particulier les vertiges, sont un enjeu majeur de santé publique, affirme le Pr Vincent Darrouzet, médecin ORL. Près de 7 % de la population française en souffre. »

Comment fonctionne l'équilibre ?

L'équilibre est un système extrêmement sophistiqué qui repose sur un trépied sensoriel :

- le vestibule (oreille interne), acteur majeur, en veille constante même quand nous dormons ;
- la proprioception, c'est-à-dire l'intégration par le cerveau des informations issues des muscles, des articulations et de la plante des pieds ;
- et la vision.

« L'équilibre nous permet de tenir debout et de marcher sans tomber, osciller ou donner l'impression d'être ivre, explique le Pr Vincent Darrouzet. Cela nécessite l'intégration, en quelques millisecondes, d'informations provenant de l'oreille interne, et plus particulièrement du système otolithique (le saccule et l'utricule), qui constitue un véritable capteur des accélérations verticales et horizontales. Ces structures informent le cerveau de notre évolution dans l'espace : je saute en l'air, je marche, je recule. Grâce à ces informations, celui-ci peut déterminer notre position et analyser les mouvements que nous effectuons. En retour, il envoie une réponse posturale qui adapte la position du corps ainsi que la tension des différents groupes musculaires — jambes, mollets, dos et rachis cervical — afin de nous permettre de rester droit et d'avancer sans tomber. Bref : ce système constitue le capteur fondamental de l'équilibre : c'est le « patron » ! Outre l'oreille interne, l'équilibre repose également sur la proprioception et la vision : la première informe le cerveau sur



la position et les mouvements du corps, tandis que la seconde fournit des repères sur l'environnement et nos déplacements dans l'espace.

Perte d'équilibre et sensation d'ébriété : de quoi parle-t-on ?

La perte d'équilibre avec sensation d'ébriété — en l'absence de consommation d'alcool — peut se manifester par :

- une instabilité en position debout ou à la marche ;
- une impression de tangage ou de flottement ;
- parfois des vertiges ou des nausées.

Quelles sont les causes possibles des troubles de l'équilibre ?

Le cerveau intègre en permanence les informations issues des trois composantes du « trépied de l'équilibre » — oreille interne, vision et proprioception — afin de déterminer la position du corps dans l'espace. Une altération de l'un de ces systèmes peut entraîner des troubles de l'équilibre.

Les troubles de l'oreille interne Les causes les plus fréquentes des troubles de l'équilibre sont les pathologies vestibulaires, parmi lesquelles le vertige positionnel paroxystique bénin (VPPB), la migraine vestibulaire, la névrite vestibulaire et la maladie de Ménière. « À eux seuls, ils représentent environ 80 à 90 % des vertiges périphériques en pratique clinique », souligne le Pr Vincent Darrouzet. Les atteintes neurologiques En dehors des troubles de l'oreille interne, les troubles de l'équilibre peuvent avoir de nombreuses étiologies, notamment neurologiques. « Tous les troubles qui affectent la proprioception, les muscles ou la transmission de l'influx nerveux vers les muscles peuvent altérer significativement la marche, confirme le

spécialiste. C'est notamment le cas dans les pathologies neurodégénératives comme la maladie de Parkinson, la sclérose en plaques, certaines pathologies vasculaires chroniques ou encore les atteintes cérébelleuses, qui perturbent le contrôle des mouvements d'adaptation de la posture à un changement de position dans l'espace. » Le cervelet joue en effet un rôle central dans l'équilibre en agissant comme un centre de coordination et de correction des mouvements. Le cervelet est un peu le « contrôleur de qualité » du système moteur. Le cerveau utilise les informations fournies par les trois grands systèmes de l'équilibre — vestibulaire, visuel et proprioceptif —, tandis que le cervelet en contrôle la qualité d'exécution. Toute atteinte cérébelleuse, notamment lors de certains accidents vasculaires cérébraux (AVC), peut donc altérer fortement la marche. Pr Vincent Darrouzet Lorsque le cervelet ne fonctionne plus correctement — en raison d'un AVC, d'une tumeur, d'un traumatisme ou encore d'une sclérose en plaques — cela peut engendrer une ataxie cérébelleuse, un trouble neurologique caractérisé par une mauvaise coordination des mouvements et une instabilité de la marche. Celle-ci devient hésitante, irrégulière et parfois « pseudo-ébrioise », c'est-à-dire comparable à celle d'une personne ayant consommé de l'alcool. « Les personnes atteintes d'un syndrome cérébelleux souffrent généralement de troubles de l'équilibre (démarche titubante, dite « pseudo-ébrioise »), de troubles de la coordination des mouvements et de problèmes d'élocution (parole scandée, explosive et mal articulée) »,

souligne la Fondation pour la recherche sur le cerveau. Le vertige postural perceptif persistant (PPPD) Trouble chronique caractérisé par des étourdissements et une sensation d'instabilité persistants, sans véritable vertige rotatoire, le vertige postural perceptif persistant (PPPD) entraîne une altération significative de la qualité de vie. « Le PPPD survient généralement après un événement déclencheur, le plus souvent une crise aiguë de vertige, explique le Pr Vincent Darrouzet. Cet épisode initial perturbe durablement le fonctionnement du système d'équilibre. Même si les capteurs périphériques redeviennent normaux, le cerveau peine à retrouver un mode de traitement automatique et stable des informations sensorielles. » Il en résulte une hypervigilance vis-à-vis de l'équilibre et des mouvements du quotidien, source d'épuisement cognitif et parfois d'anxiété importante.

Comment poser un diagnostic ?

L'observation de la marche est une étape clé de l'examen clinique parce qu'elle permet souvent d'orienter vers l'origine du trouble de l'équilibre. « L'une des premières choses à observer chez un patient présentant des troubles de l'équilibre est sa façon de marcher, explique le Pr Vincent Darrouzet. Une marche à petits pas avec diminution du ballant des bras peut orienter vers une maladie de Parkinson, tandis qu'une démarche mal coordonnée et irrégulière évoque davantage une atteinte cérébelleuse. Une démarche à très petits pas peut également s'observer dans certaines atteintes vasculaires chroniques. » Une personne souffrant d'une atteinte de l'oreille interne présente généralement des oscillations posturales et une tendance à dévier d'un côté. Malgré cette instabilité, elle parvient le plus souvent à se maintenir en station debout. À l'inverse, les patients victimes d'un AVC touchant le cervelet sont parfois incapables de tenir debout. Aux urgences, ce signe est particulièrement préoccupant et doit faire rechercher en priorité une atteinte cérébelleuse aiguë. Pr Vincent Darrouzet

ORL L'analyse de la marche fournit ainsi des informations précieuses : l'équilibre moteur en mouvement constitue un élément essentiel

du diagnostic étiologique des troubles de l'équilibre.

Troubles de l'équilibre : quand faut-il s'inquiéter ?

Les troubles de l'équilibre sont le plus souvent liés à une affection bénigne, comme un problème d'oreille interne. Néanmoins, ces symptômes doivent conduire à consulter immédiatement s'ils s'accompagnent :

- d'une faiblesse ou d'un engourdissement d'un côté du corps ;
- d'une vision double ;
- de difficultés à parler ou à comprendre ;
- de maux de tête violents et inhabituels ;
- d'une perte auditive brutale ;
- d'une perte de coordination importante ;
- d'une impossibilité de tenir debout.

Ces signes peuvent évoquer un AVC ou une autre urgence neurologique.

La fatigue peut-elle générer des vertiges ? Les liens entre fatigue et vertiges sont complexes. « Les troubles du sommeil constituent un facteur favorisant certaines pathologies vestibulaires, souligne le médecin ORL. Chez un patient atteint de la maladie de Ménière, il est pertinent de rechercher un syndrome d'apnée du sommeil. Les épisodes répétés d'hypoxie pourraient contribuer à des déséquilibres de l'oreille interne et favoriser la survenue de crises vertigineuses. » Par ailleurs, la fatigue et l'anxiété peuvent accroître la sensibilité aux sensations vertigineuses et majorer la perception des symptômes. Enfin, certaines causes générales de fatigue — comme une anémie par carence en fer, une carence en vitamine B12 ou des troubles thyroïdiens — peuvent s'accompagner d'étourdissements ou d'une sensation de tête vide. « Il s'agit le plus souvent d'une impression d'instabilité ou de malaise, plutôt que d'un véritable vertige rotatoire. L'anémie diminuant la capacité du sang à transporter l'oxygène vers les tissus, notamment le cerveau, elle peut entraîner des sensations vertigineuses, mais celles-ci restent généralement transitoires », conclut le spécialiste.



Poudre de teint Quelle texture et quelle teinte choisir selon votre peau ?

C'est l'étape finale, celle qui change tout. Le secret de la poudre de teint réside dans l'adéquation entre la texture et notre type de peau. Que vous cherchiez à camoufler des imperfections, à flouter vos pores ou simplement à faire tenir votre fond de teint jusqu'au soir, nous avons décrypté les différences entre les types de poudres libre, compacte et translucide.

Découvrez comment choisir la poudre parfaite pour un teint sublimé, sans jamais marquer les ridules.

Comment choisir une poudre de teint ?

Libre ou compacte : l'important est de savoir quel résultat on souhaite obtenir.

Avec sa texture particulièrement fine, la poudre libre apporte peu de couvrance. Elle donne un effet lissé et naturel au teint, et matifie de manière imperceptible.

La poudre compacte, tout aussi matifiante mais plus opaque, uniformise davantage et couvre mieux les imperfections : elle convient à celles qui recherchent une correction plus importante.

Matte ou satinée : connaître son type de peau

Une poudre libre ou compacte au fini mat garde la brillance sous contrôle et convient parfaitement aux peaux mixtes à grasses.

Plus lumineuse, la poudre satinée est idéale pour les peaux sèches ou déshydratées, ainsi que pour les peaux matures, dont les traits

sont facilement marqués par le maquillage.

Translucide ou teintée : trouver la bonne teinte

Translucide, elle s'adapte à toutes les carnations et permet surtout de matifier et de fixer le maquillage. Si l'on a envie de rehausser un peu la couleur de la peau, on opte pour une teinte un ton au-dessus de sa carnation. Pour un effet lumineux, on se dirige plutôt vers une nuance légèrement plus claire.

Les poudres libres
Poudre libre universelle, Yves Rocher. La promesse : flouter, matifier et prolonger la tenue du maquillage pendant 12 heures.

La formule : composée à 98 % d'ingrédients d'origine naturelle, et enrichie en poudre de maïs et en kaolin, elle absorbe les brillances et apporte un fini couvrant. Elle contient aussi du squalane, pour assurer hydratation et confort, ainsi que du mica, pour la luminosité. Sa teinte translucide s'adapte à toutes les carnations.

Poudre libre fixante Blur It, Sephora Collection, chez Sephora.

La promesse : matifier sans effet de matière, fixer le maquillage et corriger les petits défauts. La formule : sa texture fine et soyeuse couvre le teint avec légèreté et apporte un fini mat. Grâce au duo kaolin et mica, les pores sont floutés et la peau est lissée sans alourdir les traits. Cette poudre existe en quatre teintes pastel.

Poudre libre dermophile. La promesse : unifier, estomper les imperfections et maintenir une hydratation optimale de la peau. La formule : elle s'appuie sur le pouvoir de l'amidon de riz, qui matifie la peau en douceur. Récemment retravaillée, elle a été enrichie en acide hyaluronique, reconnu pour ses vertus super hydratantes, et en vitamine E, aux propriétés antioxydantes. Elle se décline en 16 teintes.

Poudre libre légère Pro Set + blur Studio Fix, MAC Cosmetics. La promesse : flouter les imperfections, fixer le maquillage et illuminer la peau sans figer les traits. La formule : à base de silice, résistante à la sueur, à l'humidité et aux trans ferts, elle absorbe l'excès de sébum et offre une tenue impeccable pendant 8 heures, tout en laissant respirer la peau. Elle contient également des antioxydants et de l'huile de macadamia, nourrissante et protectrice.

Les poudres compactes

Poudre compacte translucide matifiante rechargeable, Aroma-Zone. La promesse : contrôler les brillances et unifier délicatement le teint pour un effet peau nue longue durée. La formule : pensée comme un produit de maquillage et de soin, elle repose sur un mélange de poudres matifiantes de mica, tapioca et riz, certifiées bio. Elle contient également de l'acide hyaluronique hydratant et repulpant. Son poudrier est rechargeable et sa couleur



invisible ! convient à toutes les carnations.

Duo poudre compacte et boîtier, La promesse : déposer un voile parfait sur la peau et la nourrir pendant 8 heures. La formule : des pigments d'origine naturelle sont couplés à des actifs traitants. Le zinc PCA et l'amidon de riz calment les flambées de sébum. Les huiles d'abricot et d'olive, combinées à de l'acide hyaluronique, hydratent, protègent du stress oxydatif et apportent de l'éclat. Le boîtier est rechargeable et doté d'un miroir détachable.

La poudre matifiante, Marionnaud La promesse : flouter les pores et les imperfections, sublimer le teint. La formule : elle dépose sur le visage une texture aérienne au fini lisse. Son trio de talc, silice et mica assure une matité légère,

tandis que ses agents émoullissants et apaisants adoucissent la peau. Modulable, elle offre une couvrance plus au moins importante selon les besoins.

La poudre de teint Lumière La promesse : apporter une couvrance modulable, de la douceur et du confort à la peau. La formule : sa texture légèrement crémeuse enveloppe l'épiderme sans étouffer. Enrichie en talc et en amidon de maïs, aux pouvoirs matifiants, sa formule comprend également de l'huile d'olive, qui hydrate et nourrit en profondeur. Enfin, ses pigments minéraux inspirés des ocres du Sud reflètent la lumière pour booster l'éclat du teint.

Voici la bonne technique pour planter vos pieds de tomates

Quand et comment planter vos tomates ? Voici les conseils d'un expert pour pouvoir en récolter chez vous dès cet été.

Le printemps est bien là ! Les amateurs de jardin commencent à s'intéresser à ce qu'ils souhaitent planter en prévision des saisons à venir. Si vous souhaitez récolter de belles tomates cet été, il faut planter vos premiers plants dès maintenant. Mais, comment s'y prendre ? Tout d'abord choisissez vos plants. Puis, préparez l'endroit où vous allez les installer. Il faut commencer par creuser un trou assez profond. La taille de ce trou ne doit rien au hasard. Pour cela, vous pouvez utiliser n'importe quel ustensile : «On va prendre une mini tarière sur visseuse, mais on peut aussi utiliser une pelle, un transplantoir. Ce que vous voulez ! J'ai fait un trou



beaucoup plus large que la motte. On va creuser avec la main le plus profondément possible», explique l'expert du compte Instagram Le permaculteur. Puis, vous pouvez sortir votre plant de son petit pot en plastique. Là encore, certains gestes sont à opérer afin que votre plant de

tomates puisse s'épanouir dans son trou : «On va démotter le plant. Ça va être très simple. L'objectif, c'est de libérer le bas des racines pour qu'elles puissent aller bien profondément dans le sol, pour puiser l'humidité.» Lors de cette étape, prenez le temps d'enlever toutes les petites tiges et les

feuilles qui ont poussé sur le plant de sa racine jusqu'à une certaine hauteur : «On va retirer le long de la tige tous les petits gourmands, toutes les petites feuilles sur 10 voire 15 centimètres maximum.» Installer votre plant pour qu'il se développe correctement

Il est temps d'installer votre plant dans son trou. Avant cela, déposez un mélange de terreau et de compost qui va permettre de nourrir votre plant : «On va prendre un mélange de compost et de terreau. On va mettre une poignée dans chaque trou de plantation. On va prendre notre plant de tomates qu'on va mettre au contact du compost.» Puis, comblez le reste du trou avec la terre que vous avez retirée et qui était au plus profond du trou : «On va venir remettre la terre la plus profonde le long de la tige en appuyant bien profondément.»

Ainsi, il faut enterrer la partie de la tige où vous avez retiré les feuilles. «Les poils le long de la tige, qu'on appelle des trichomes, vont reprendre vie en se transformant en racines. Cela va permettre au plant d'avoir un système racinaire beaucoup plus important et volumineux, qui ira chercher les nutriments et l'humidité beaucoup plus profondément dans le sol.» Vous arrivez alors à la dernière étape : l'arrosage. L'expert conseille de donner à chaque plant environ trois litres d'eau lors de cette première installation. Par la suite, il ne faudra pas oublier de l'entretenir : «Une fois l'étagage de la plantation validée, il va falloir l'entretenir, c'est-à-dire tailler, arroser, pailler régulièrement». Cet été, vous pourrez ainsi cueillir vos propres tomates !

Anne Hathaway

À quoi ressemble son penthouse new-yorkais vendu à 3,5 millions de dollars ?

Tête d'affiche de la comédie culte baptisée Le Diable s'habille en Prada aux côtés de Meryl Streep et Emily Blunt, Anne Hathaway, qui a repris son rôle dans la suite de ce long-métrage, a vendu son penthouse new-yorkais pour 3,5 millions de dollars en 2021.

Voici à quoi il ressemble.

Les cinéphiles seront anges le dimanche 3 mai 2026. Ce jour-là, TF1 rediffusera la comédie culte baptisée Le Diable s'habille en Prada. Porté par Anne Hathaway, Meryl Streep et Emily Blunt, ce long-métrage sorti au cinéma en 2006 est en fait l'adaptation cinématographique du roman du même nom. Écrit par Lauren Weisberger trois ans plus tôt.

Ce film met en scène le personnage d'Andrea Sachs, surnommé «Andy», incarné à l'écran par l'actrice Anne Hathaway. Cette jeune journaliste fraîchement diplômée de l'Université Northwestern, cherche un emploi.

Malgré son indifférence pour le monde de la mode qu'elle juge superficiel. Elle obtient à sa grande surprise le poste très prisé d'assistante de Miranda Priestly. Redoutable et tyrannique rédactrice en chef du magazine Runway qui fait la pluie et le beau temps dans l'univers de la mode. La suite du Diable s'habille en Prada est sortie au cinéma le mercredi 29 avril 2026

Très vite, Andy constate l'ambiance épouvantable qui règne dans l'entreprise. Au sein de laquelle Miranda, caractérielle glaciale et impitoyable, fait régner un stress permanent. Mais peu importe pour Andy qui prévoit de n'y rester qu'un an. Au terme duquel, avec un tel baptême du feu, elle pourra postuler où elle voudra. Ne lui répète-t-on pas à l'envi que n'importe quelle femme tuerait pour avoir son poste ?

La jeune femme estime donc avoir eu de la chance et elle s'accroche. Mais elle ignore que

cela aura un prix. La fin de sa vie sociale antérieure et surtout de son couple. Les premières semaines, elle est mal épaulée par Emily Charlton, la première assistante de Miranda. Une peste vaniteuse qui, voyant en elle une potentielle rivale, cherche sournoisement à la faire trébucher. Andy commet quelques gaffes et fait tache au sein d'une équipe d'employées sophistiquées.

L'appartement new-yorkais d'Anne Hathaway était équipé de son propre ascenseur privé. Depuis la sortie de ce long-métrage, dont la suite est projeté au cinéma depuis le mercredi 29 avril 2026, Anne Hathaway s'est imposée comme une tête d'affiche d'Hollywood. Empochant plusieurs millions de dollars à chacune de ses apparitions dans un film. La comédienne a notamment vécu dans un immense penthouse new-yorkais, qu'elle a vendu pour 3,5 millions de dollars en 2021 (environ 3 millions d'euros, ndlr).



Ce dernier est situé dans un bel immeuble de style géorgien. En fait, l'appartement d'Anne Hathaway était exposé plein sud et doté d'un extérieur avec vue sur les buildings présents aux alentours. Équipé d'un ascenseur privé pour y accéder, il était

composé de deux chambres, avec propres leurs salles de bain, mais aussi d'un salon et d'une salle à manger. Côté décoration, l'intérieur avait été entièrement repensé par le studio d'architectes Gramercy Design dans un esprit chic et minimaliste.

Jade Hallyday dans une école à près de 50 000 euros l'année

Jade Hallyday a intégré l'Otis College en septembre 2023. En étudiant dans cette prestigieuse école privée, la fille de Laeticia Hallyday compte se spécialiser dans la mode.

Les filles de Johnny Hallyday grandissent loin de la France. En effet, au début des années 2010, le rockeur et Laeticia Hallyday ont décidé de poser leurs valises en Californie. Après avoir effectué sa scolarité au lycée français de Los Angeles, Jade Hallyday a donc naturellement choisi de poursuivre ses études aux États-Unis.

En septembre 2023, la grande sœur de Joy Hallyday a intégré l'Otis College of Art and Design à Los Angeles. Pour être admise dans cette école privée spécialisée dans la mode et le design, elle



a dû fournir un dossier avec une lettre de motivation, ses relevés

scolaires et un portfolio de 10 à 20 œuvres.

Jade Hallyday envisage de devenir styliste

Au total, l'Otis College propose huit spécialisations en art et design. Jade Hallyday suit 65 % de cours d'arts plastiques et 35 % de cours de sciences humaines. Et si plusieurs débouchés sont possibles, la fille aînée de Laeticia Hallyday vise le secteur de la mode et plus précisément le stylisme.

Au début de l'année 2026, l'artiste en herbe a dévoilé une partie de ses créations lors d'un défilé privé. Elle a ensuite partagé quelques images sur les réseaux sociaux. On peut ainsi voir un mannequin vêtu de l'une de ses premières créations, composée d'une mini-jupe en dentelle et en volants et d'une veste en laine. Un événement qui a immédiate-

ment fait la fierté de sa maman. "Tellement fière de toi ma Jade. Voir tes créations prendre vie me remplit de joie. Continue de rêver grand", a commenté Laeticia Hallyday sur Instagram. Ce budget conséquent ne s'arrête pas là puisqu'il faut aussi tenir compte de l'assurance santé, du logement, de la nourriture, du transport, des livres et fournitures ou d'autres dépenses personnelles. Au total, le coût annuel pour un étudiant de l'Otis College est ainsi évalué à 77 038 dollars, soit 65 318 euros. À la sortie, Jade Hallyday pourrait cependant réaliser son rêve. L'établissement indique effectivement que 96 % des diplômés trouvent un travail dans les six mois à un an suivant l'obtention de leur diplôme en Californie.

Congo

Le textile africain célébré à Pointe-Noire

Des jeunes danseuses en jupes de raphia ouvrent le bal : le textile africain était à l'honneur à Pointe-Noire. Du 4 au 7 juin 2026, la capitale économique du Congo Brazzaville accueille la 13ème édition du Carrousel International de la Mode.

Un festival qui s'impose depuis plus d'une décennie comme un rendez-vous incontournable de l'industrie créative en Afrique

centrale.

"Le thème de cette année, «Textiles africains : de l'héritage à la valeur mondiale», c'est justement ça l'objectif : que chaque participant qui vient de son pays découvre et fasse découvrir son textile au public et aux autres participants. On connaît son propre tissu, on ne connaît pas forcément celui des autres pays. Quand on passe de l'héritage personnel à la valeur mondiale,

on fait découvrir notre pagne, notre tissu, au reste du monde.", explique Pascaline Kabré Turmel, fondatrice & directrice, Carrousel International de la Mode. Répondant à cet appel, le créateur congolais Marco, fondateur de la maison de haute couture Marco Fashion à Kinshasa, a présenté une collection entièrement réalisée avec des tissus de la République Démocratique du Congo.



Oran :

Ouverture de la 2^e édition du Salon international de l'industrie et des infrastructures ferroviaires

La deuxième édition du Salon international de l'industrie et des infrastructures ferroviaires (Algeria Rail Expo 2026) a été inaugurée, mardi au Centre des conventions "Mohamed Benahmed" d'Oran, avec la participation de 40 exposants. L'ouverture de cette manifestation économique, organisée sur quatre jours à l'initiative de l'agence de communication et d'événementiel économique Moka Com, en partenariat avec le Centre des conventions "Mohamed Benahmed", a été présidée par le secrétaire général du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Djamel-Eddine Abdelghani Dridi.

Placée sous le patronage du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, cette manifestation réunit des entreprises nationales publiques et privées, notamment la Société nationale des transports ferroviaires (SNTF), les groupes Cosider et GICA, ainsi que des exposants étrangers provenant de sept pays, dont l'Autriche, l'Allemagne, la Chine, l'Italie et l'Égypte, selon les organisateurs.

Le salon, qui se poursuivra jusqu'au 11 juin, vise à "consolider sa position en tant que plateforme de référence entre l'Afrique et l'Europe, dédiée à la promotion des investissements, au développement des partenariats

industriels et à l'échange d'expertises dans les domaines liés aux infrastructures et aux systèmes ferroviaires".

L'événement couvre de nombreux secteurs liés au transport ferroviaire, notamment les infrastructures ferroviaires, le génie civil, les voies ferrées, le ballast, les ouvrages d'art, les tunnels et les ponts, le matériel roulant, les systèmes de signalisation et de contrôle.

D'autres domaines sont également représentés, tels que l'industrie des équipements (câbles et systèmes embarqués), la logistique et le transport, la transformation numérique, les chemins de fer intelligents, le financement et l'investissement.



Par ailleurs, les organisateurs ont programmé une série de conférences et d'interventions consacrées aux enjeux stratégiques du secteur, notamment dans les domaines de la modernisation, de l'innovation et du financement. Parmi les thèmes abordés figurent "La numérisation des

infrastructures ferroviaires", "Le transport ferroviaire au service de la valorisation des ressources minières", "L'Algérie comme plateforme logistique entre l'Afrique et l'Europe", "Le rôle du transport ferroviaire dans la logistique intégrée", ainsi que plusieurs autres sujets d'actualité.



Communiqué de presse

Journée mondiale du donneur de sang-14 juin

Les employés d'Algérie Télécom à Annaba se mobilisent pour une campagne nationale de don du sang

Annaba, le 10 juin 2024

Fidèle à son engagement citoyen, la Direction Opérationnelle des Télécommunications (DOT) d'Annaba a pris part à la campagne nationale de don de sang lancée par Algérie Télécom le 7 juin 2024 sous le slogan : « La vie d'autrui coule dans tes veines ».

Organisée en collaboration avec l'Agence nationale du Sang, cette initiative humanitaire a rassemblé les travailleurs de la DOT dans un noble élan de générosité visant à renforcer les réserves des banques de sang et à répondre aux besoins croissants des établissements de santé.

Inscrite dans la dynamique de la Journée mondiale du donneur de sang, célébrée le 14 juin de chaque année, cette opération a permis de sensibiliser davantage à l'importance du don de sang, un geste simple mais essentiel pour sauver des vies.

Cette campagne a également été déployée à travers plusieurs Directions Opérationnelles des Télécommunications du pays, notamment à Tlemcen, Mascara, Bouira, Tيارت, Béjaïa, Constantine, El Tarf, Aïn Defla, Sétif, Khenchela, Beni Abbès, Béchar, Tindouf, Tissemsilt, Oran, Biskra, Aïn Témouchent, Ghardaïa, Tipaza, Chlef, El Oued et Sidi Bel Abbès, illustrant ainsi la volonté de l'entreprise de faire de la solidarité un engagement concret au service de la collectivité.

À travers cette action à forte portée humaine, inscrite dans son programme de Responsabilité Sociétale d'Entreprise, Algérie Télécom réaffirme sa volonté de contribuer aux efforts nationaux de santé publique, de soutenir les structures hospitalières et de promouvoir la culture du don de sang en tant qu'acte de citoyenneté, de générosité et d'espoir pour les personnes ayant besoin de transfusions sanguines.

Département Veille et Relations presse
Direction de la Marque et de la Communication

www.algeriatelecom.dz



El Tarf :

Mise en échec de deux tentatives d'émigration clandestine par voie maritime



Imen Boulmaiz

Dans le cadre de la lutte contre les réseaux d'immigration clandestine et de la protection des frontières maritimes, les services de la Police de la wilaya d'El Tarf, représentés par la Brigade de lutte contre le trafic de migrants et la traite des personnes relevant du Service de la Police Judiciaire, ont récemment réussi, en coordination avec la Brigade maritime des Garde-côtes d'El Kala, à déjouer deux opérations distinctes de traversée clandestine par voie maritime. Menées sous la supervision du procureur de la République territorialement compétent près le tribunal d'El Kala, ces opérations ont permis l'interpellation de 25 personnes originaires des wilayas d'El Tarf, Annaba, Mila, Souk Ahras et Constantine, alors qu'elles s'apprêtaient à rejoindre clandestinement les côtes européennes. Les investigations et interventions effectuées par les services



de sécurité ont également conduit à la saisie du matériel utilisé dans la préparation de ces traversées illégales, à savoir Un bateau de pêche traditionnelle de fabrication artisanale ; Une embarcation de plaisance Deux moteurs marins destinés aux embarcations de pêche, d'une puissance respective de 75 et 85 chevaux. Cette opération s'inscrit dans le cadre des efforts permanents déployés par les services de sécurité pour lutter contre le phénomène de l'émigration clandestine, démanteler les filières organisées et préserver la sécurité des personnes face aux dangers que représentent les traversées illégales en mer. À l'issue des procédures d'enquête, des dossiers judiciaires ont été établis à l'encontre des personnes impliquées, en coordination avec les autorités judiciaires compétentes, afin de les présenter devant la justice conformément à la législation en vigueur.